

Message

accompagnant les projets de lois abrogeant la loi d'exécution de la loi fédérale sur le registre des bateaux du 19 novembre 1924 et la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux du 16 novembre 1988

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais

au

Grand Conseil

Madame la présidente du Grand Conseil,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Avec le présent message, nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi abrogeant la loi d'exécution de la loi fédérale sur le registre des bateaux du 19 novembre 1924 ainsi qu'un projet de loi abrogeant la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux du 16 novembre 1988.

1. Préambule

Avec ces deux projets de lois d'abrogation, le Conseil d'Etat entend mettre en œuvre le postulat n°6.026 (motion transformée en postulat lors du traitement) du député Aron Pfammatter et cosignataires intitulé « Supprimer les lois superflues ».

Ce texte demande au Conseil d'Etat « *de soumettre au Grand Conseil un paquet des lois, ordonnances et décisions superflues susceptibles d'être supprimées sans être remplacées* ».

Par décision du 7 mars 2018, le Conseil d'Etat a mandaté un groupe de travail interdépartemental pour donner suite à ce postulat. Ce groupe de travail a procédé à une analyse complète du recueil systématique de la législation cantonale. Pour chaque disposition légale, il a effectué un contrôle formel quant à son caractère superflu ou non selon les termes du postulat, à savoir en cherchant à identifier tout acte normatif « *inutile* », « *qui peut être supprimé sans être remplacé* ».

A la fin de ses travaux, le groupe de travail a identifié deux lois, deux arrêtés, quatre règlements, une décision et une convention pouvant être abrogés. Son rapport est annexé au présent message.

Par décision du 21 novembre 2018, le Conseil d'Etat a adopté un règlement abrogeant les actes normatifs relevant de sa compétence, à savoir :

- le règlement d'exécution concernant l'introduction et l'application du treizième salaire du 22 août 1990 (RS/VS 172.415)
- la décision concernant la détermination des taux de couverture initiaux de CPVAL et la constitution d'une réserve de fluctuations de valeur du 12 mars 2014 (RS/VS 172.520)
- le règlement concernant la formation de chef d'équipe installateur sanitaire ou ferblantier du 28 septembre 2004 (RS/VS 412.112)
- le règlement concernant la formation de chef d'équipe peintre en bâtiments du 5 mars 1997 (RS/VS 412.113)
- la convention entre l'Etat du Valais et le vénérable chapitre de la cathédrale de Sion, concernant l'entretien de Valère du 24 mai 1891 (RS/VS 440.2)
- l'arrêté concernant le tarif des analyses effectuées au Laboratoire cantonal du 18 janvier 1978 (RS/VS 817.104)
- le règlement d'exécution de la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux du 29 novembre 1989 (RS/VS 823.330)
- l'arrêté concernant la participation de l'Etat à l'aide des coopératives de cautionnement des arts et métiers aux artisans et commerçants du 23 décembre 1950 (RS/VS 930.106).

Le règlement d'abrogation du Conseil d'Etat figure en annexe. Son entrée en vigueur est prévue en même temps que celle des lois d'abrogation soumises au Grand Conseil avec le présent message.

Le Grand Conseil est en effet compétent pour abroger les actes normatifs identifiés par le groupe de travail qui ont le rang de loi, à savoir :

- la loi d'exécution de la loi fédérale sur le registre des bateaux du 19 novembre 1924 (RS/VS 747.1) et
- la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux du 16 novembre 1988 (RS/VS 823.33).

Afin de ne pas enfreindre la règle de l'unité de matière, deux projets de lois d'abrogation distinctes ont été préparés, s'agissant de deux matières différentes.

2. Abrogation de la loi d'exécution de la loi fédérale sur le registre des bateaux du 19 novembre 1924 (RS/VS 747.1)

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'abroger la loi d'exécution de la loi fédérale sur le registre des bateaux du 19 novembre 1924.

La loi fédérale du 28 septembre 1923 sur le registre des bateaux est toujours en vigueur, mais a subi plusieurs révisions au cours des dernières décennies. Elle règle notamment la question des autorités compétentes en matière de registre des bateaux, l'organisation et la tenue du registre, les obligations en matière d'immatriculation des bateaux ainsi que les dispositions pénales applicables en cas d'infraction à la loi.

Le contenu de la loi cantonale d'exécution, qui date toujours de 1924, se base sur les articles 62 et suivants de la loi fédérale, relatifs aux amendes d'ordre et aux pénalités en cas d'infraction à la loi. Il est dépassé en regard de la teneur actuelle de la loi fédérale, aussi bien en ce qui concerne l'autorité compétente au niveau cantonal que la procédure applicable pour les amendes d'ordre et pénalités infligées en cas d'infraction à la loi.

La loi fédérale actuellement en vigueur ne nécessite plus de loi d'application cantonale pour désigner l'autorité compétente et la procédure. Elle désigne en effet directement dans son article 2 les autorités cantonales de surveillance du registre foncier pour surveiller la tenue du registre des bateaux. Selon l'article 62 de la loi fédérale, cette autorité est également compétente pour infliger les amendes d'ordre. Les articles 62 à 65 de la loi fédérale sont ainsi suffisamment précis sur les amendes d'ordre et les pénalités encourues. De plus, le Code de procédure pénale suisse s'applique.

La loi d'exécution de la loi fédérale sur le registre des bateaux du 19 novembre 1924 peut donc être supprimée sans être remplacée.

3. Abrogation de la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux du 16 novembre 1988 (RS/VS 823.33)

Le Conseil d'Etat propose également au Grand Conseil d'abroger la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux du 16 novembre 1988.

Cette loi se base sur la loi fédérale du 20 décembre 1985 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux, qui a été abrogée au 1^{er} janvier 2016.

Cette loi fédérale permettait à la Confédération et aux cantons de récompenser les entreprises constituant des réserves de crise, en exonérant des impôts directs le bénéfice affecté à ces réserves de crise. Cet instrument visait à favoriser une politique d'investissement anticyclique des entreprises du secteur privé, avec l'idée que les entreprises constitueraient des réserves en période de hausse conjoncturelle, ce qui tempèrerait la hausse, et qu'en période de baisse conjoncturelle, elles investiraient leurs réserves et soutiendraient ainsi la demande. Ces réserves devaient être placées auprès de la Confédération ou sur un compte bloqué dans une banque signataire de la convention avec la Confédération. La Confédération n'accordait les allègements fiscaux que si le canton autorisait également la constitution de réserves franches d'impôts, ce qui nécessitait une loi d'exécution cantonale.

Dans le cadre de la deuxième réforme de l'imposition des entreprises, il a été décidé d'abroger cette disposition légale fédérale. Cette abrogation permettait d'une part de compenser partiellement les pertes fiscales liées à la réforme et d'autre part de contribuer aux impératifs du programme d'abandon des tâches en simplifiant la procédure de taxation.

Dans la mesure où la loi fédérale n'est plus en vigueur depuis 2016, la loi d'exécution cantonale n'est donc plus nécessaire et peut être abrogée.

4. Incidences financières

Les incidences financières de l'abrogation des deux lois précitées sont inexistantes.

Pour les motifs exposés ci-dessus, nous espérons que le Grand Conseil voudra bien accepter les deux projets de lois que nous lui soumettons avec le présent message.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Députés, l'assurance de notre haute considération et vous recommandons, avec nous, à la protection divine.

Sion, le 21 novembre 2018

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**

Annexes : Rapport du groupe de travail interdépartemental chargé par le Conseil d'Etat de donner suite au postulat n°6.026 du député Aron Pfammatter et cosignataires intitulé « Supprimer les lois superflues »

Règlement du Conseil d'Etat du 21 novembre 2018 sur l'abrogation d'actes en application du postulat « Supprimer les lois superflues »



Présidence du Conseil d'Etat
Chancellerie d'Etat

Präsidium des Staatsrates
Staatskanzlei

CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Rapport

Destinataire Conseil d'Etat
Auteur Groupe de travail lié au postulat « supprimer les lois superflues »
Date 15 octobre 2018

Postulat n°6.026 « Supprimer les lois superflues »

Rapport sur la mise en œuvre

Table des matières

| | |
|--|---|
| 1. Introduction..... | 2 |
| 2. Mandat et composition du groupe de travail..... | 2 |
| 3. Méthodologie et déroulement des travaux..... | 2 |
| 3.1. Constat de départ..... | 2 |
| 3.2. Périmètre des travaux..... | 3 |
| 3.3. Organisation des tâches..... | 3 |
| 4. Résultats..... | 3 |

1. Introduction

La motion n°6.026 du député Aron Pfammatter (CVPO) et cosignataires, intitulée « Supprimer les lois superflues » a été déposée lors de la session du Grand Conseil de juin 2012. Elle demande au Conseil d'Etat « *de soumettre au Grand Conseil un paquet des lois, ordonnances et décisions superflues susceptibles d'être supprimées sans être remplacées* ».

Le 3 octobre 2012, le Conseil d'Etat a adopté sa réponse à cette motion. Il proposait de la refuser, tout en étant prêt à accepter sa transformation en postulat. Le Gouvernement jugeait, d'une part, que la motion ne constituait pas le moyen idéal pour atteindre le but fixé par les motionnaires, notamment pour les ordonnances et décisions, de la compétence exclusive du Conseil d'Etat, que le Grand Conseil ne peut proposer de modifier que par voie de postulat. D'autre part, près de la moitié des lois dans le recueil systématique étant datées des années 2000 et suivantes, le Conseil d'Etat a jugé minime la probabilité d'y déceler des lois superflues.

Lors de son traitement en session de février 2013, la motion a été transformée en postulat par le Grand Conseil.

En date du 30 novembre 2016, après un examen effectué au sein de tous les départements, le Conseil d'Etat a adressé au Grand Conseil un courrier pour lui proposer de classer le postulat. L'analyse avait en effet montré qu'il n'y avait pas de bases légales superflues et qu'il n'était par conséquent pas possible de présenter un projet global de lois à supprimer, les dispositions obsolètes étant actualisées pas à pas en fonction des besoins.

Le 16 février 2017, le Grand Conseil a refusé de classer le postulat et l'a renvoyé au Conseil d'Etat pour traitement.

2. Mandat et composition du groupe de travail

Par décision du 7 mars 2018, le Conseil d'Etat a mandaté un groupe de travail interdépartemental pour donner suite au postulat n°6.026 « Supprimer les lois superflues » du député Aron Pfammatter.

Il a désigné au sein de ce groupe de travail Philipp Spörri, chancelier d'Etat, en qualité de président, Paul-Henri Moix, secrétaire général du Département des finances et de l'énergie, Chantal Calderon-Morales, juriste auprès du Service de l'action sociale, Martin Zurwerra, chef du Service juridique des affaires économiques, Vanessa Rey-Holzer, responsable des affaires juridiques de la formation auprès du Service administratif et des affaires juridiques de la formation, Sophie Huguet, cheffe du Service juridique de la sécurité et de la justice, Adrian Zumstein, chef du Service administratif et juridique du Département de la mobilité, des transports et de l'environnement et Philomène Meiland, collaboratrice scientifique auprès de la Chancellerie d'Etat comme secrétaire du groupe de travail.

3. Méthodologie et déroulement des travaux

3.1. Constat de départ

Le groupe de travail relève en premier lieu que les départements ont déjà analysé les parties du recueil systématique les concernant dans le cadre de la première réponse apportée au postulat. Cet examen attentif a montré qu'il n'y avait pas de loi obsolète, la législation étant révisée régulièrement selon les besoins. Ce résultat n'ayant pas satisfait le Grand Conseil, une nouvelle réponse doit donc être apportée.

3.2. Périmètre des travaux

Après analyse de la demande contenue dans le postulat, le groupe de travail a décidé de procéder à un nouvel examen du recueil systématique, en passant en revue tous les types d'actes normatifs : les lois, mais aussi les ordonnances, les règlements et les arrêtés. Il a décidé d'effectuer pour chaque acte législatif un contrôle formel quant à son caractère superflu ou non. En reprenant les termes du postulat, doit être considéré comme superflu un acte normatif « inutile », « qui peut être supprimé sans être remplacé ».

Le groupe de travail a renoncé à un examen de détail du contenu des dispositions légales, à la recherche d'alinéas ou d'articles qui pourraient être superflus sans que l'ensemble du texte ne le soit. Le postulat demande en effet de présenter un paquet global de lois, ordonnances et décisions à abroger. Procéder à un tel examen de détail de l'ensemble de la législation représenterait de plus un travail disproportionné en regard du résultat espéré, qui risquerait de ne déboucher que sur des adaptations mineures. Le groupe de travail a également décidé de renoncer à étendre la réflexion à l'utilité de certaines tâches de l'Etat, ce qui dépasse ses compétences et son mandat.

Le groupe de travail relève que des lois peuvent à première vue paraître clairement obsolètes, alors qu'il n'est pas possible pour autant de les supprimer, dès lors que le domaine qu'elles règlent n'a pas été repris ou intégré dans une autre base légale. C'est par exemple le cas de la loi concernant les prestations à faire par la ville de Sion comme chef-lieu du canton du 1^{er} décembre 1882. Avec une telle date et une base constitutionnelle de 1875, elle paraît à première vue obsolète, d'autant plus que le vocabulaire utilisé ne correspond plus à l'usage actuel. Il n'en demeure pas moins qu'on trouve, dans la Constitution de 1907 actuellement en vigueur, la base constitutionnelle correspondante et que la question de la mise à disposition des locaux par la Ville de Sion pour le Grand Conseil ne trouve réponse que dans cette base légale. Ainsi, elle ne peut pas être simplement abrogée au sein d'un paquet global de lois à supprimer sans être remplacée.

3.3. Organisation des tâches

Chaque membre du groupe de travail s'est vu attribuer une partie du recueil systématique à analyser selon les critères définis au point 3.2, en fonction du domaine de compétences de son département. Le groupe de travail s'est ainsi assuré de procéder à un examen exhaustif de toutes les dispositions légales. Pour les chapitres du recueil systématique lui incombant, chaque membre du groupe de travail a été chargé d'établir une liste des éventuels actes normatifs pouvant de son point de vue être supprimés.

Les propositions ont ensuite été débattues en plénum au sein du groupe de travail. Au besoin, les services compétents ont été contactés pour renseigner le groupe de travail sur l'utilité de certains actes normatifs ou la possibilité de les supprimer. Le groupe de travail a ainsi pu statuer sur les différentes propositions soumises.

Il a établi un tableau complet, disponible en annexe, qui récapitule l'ensemble du recueil systématique, en mentionnant pour chaque acte normatif la possibilité ou non de le supprimer. Pour ceux qui ont fait l'objet d'une discussion en séance plénière du groupe de travail, un commentaire a été ajouté pour résumer la conclusion du groupe de travail.

Une attention particulière a été accordée aux trois actes normatifs mentionnés par l'auteur du postulat comme étant superflus à ses yeux.

4. Résultats

Les trois arrêtés mentionnés par le député Aron Pfammatter lors du développement de son postulat ne peuvent pas être abrogés pour les raisons suivantes.

- Arrêté concernant l'organisation de l'économie de guerre sur le plan cantonal de 1964 (RS/VS 531.110) :

Cet arrêté fait référence à une loi fédérale abrogée, mais qui a été remplacée. Il en règle l'application et doit par conséquent rester en vigueur. Il ne sera donc pas abrogé, mais un « toilettage » est prévu.

- Arrêté concernant l'exploitation de saunas ou autres bains hygiéniques de 1969 (RS/VS 818.301) :

Cet arrêté a déjà été abrogé en 2001 par le règlement relatif au contrôle sanitaire et de sécurité des installations de bain publiques (RS/VS 818.300). La dernière révision de ce règlement est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

- Arrêté concernant l'application des prescriptions fédérales relatives à l'inscription du poids sur les gros colis destinés à être transportés par bateau de 1935 (RS/VS 832.310) :

Cet arrêté se base sur la loi fédérale concernant l'indication du poids sur les gros colis destinés à être transportés par bateau du 28 mars 1934. Elle prévoit que les colis ou autres objets pesant 1000 kg ou plus de poids brut, consignés dans les limites du territoire de la Confédération suisse et destinés à être transportés par mer ou voie navigable intérieure, doivent porter l'indication de leur poids brut en kilogrammes, marquée à l'extérieur de façon claire et durable. Les cantons sont chargés de veiller à l'exécution de cette loi. Une amende de 500 francs au plus est prévue si l'indication de poids manque. La poursuite et le jugement des infractions incombent aux cantons. Cette loi fédérale est toujours en vigueur. Il n'est donc pas possible de supprimer l'arrêté.

Le groupe de travail a recensé deux lois, deux arrêtés, quatre règlements, une décision et une convention pouvant être abrogés :

- le règlement d'exécution concernant l'introduction et l'application du treizième salaire du 22 août 1990 (RS/VS 172.415) :

Ce règlement concernait surtout l'introduction du 13^{ème} salaire. Seuls deux articles restent utiles (art. 4 et 5), mais ils se déduisent clairement de la loi fixant le traitement des employés de l'Etat du Valais (RS/VS 172.4).

- la décision concernant la détermination des taux de couverture initiaux de CPVAL et la constitution d'une réserve de fluctuations de valeur du 12 mars 2014 (RS/VS 172.520) :

Cette décision prévoit que « *le comité de CPVAL est autorisé à constituer, avec effet au 1^{er} janvier 2012, une réserve initiale de fluctuations de valeur* ». La décision a autorisé CPVAL à constituer cette réserve à ce moment-là. Elle n'est plus utile en 2018. La supprimer du recueil systématique n'a pas pour effet qu'elle n'aurait jamais existé et que la réserve de valeur constituée à l'époque serait illégale.

- le règlement concernant la formation de chef d'équipe installateur sanitaire ou ferblantier du 28 septembre 2004 (RS/VS 412.112) :

Ce règlement n'est plus d'actualité, car l'association faitière (suissetec suisse) gère cette formation. L'association valaisanne utilise le règlement édité par l'association faitière.

- le règlement concernant la formation de chef d'équipe peintre en bâtiments du 5 mars 1997 (RS/VS 412.113) :

L'association valaisanne des maîtres-plâtriers (AVMPP) ne donne plus ce genre de cours et le contenu du règlement n'est plus à jour. C'est la Fédération suisse romande des entreprises de plâtrerie-peinture (FREPP) qui l'organise pour toute la Romandie, en collaboration avec la SMGV/ASEPP (homologues suisses allemands) pour la Suisse allemande et le Tessin.

- la convention entre l'Etat du Valais et le vénérable chapitre de la cathédrale de Sion, concernant l'entretien de Valère du 24 mai 1891 (RS/VS 440.2) :

En vigueur depuis le 24 mai 1891, cette convention a été remplacée depuis par une convention conclue en 1985, avec un avenant en 2007.

- la loi d'exécution de la loi fédérale sur le registre des bateaux du 19 novembre 1924 (RS/VS 747.1) :

Le contenu de cette loi, basé sur les articles 62 et suivants de la loi fédérale de 1923, est dépassé aussi bien en ce qui concerne l'autorité compétente que la procédure pour les amendes d'ordre dont il est question. La loi fédérale sur le registre des bateaux de 1923 existe toujours, mais a été révisée depuis. La version actuelle de l'article 62 relatif aux amendes d'ordre ne nécessite plus de loi d'application pour désigner l'autorité compétente au niveau cantonal. Il stipule que « *celui qui contrevient à l'obligation prévue aux articles 7, 10, 18, 19 et 20 de requérir l'immatriculation ou la radiation est passible d'une amende d'ordre de 10 à 1000 francs, infligée par l'autorité cantonale de surveillance* ». L'article 2 désigne comme instances compétentes les autorités cantonales de surveillance du registre foncier. Les articles 62 à 65 sont suffisamment précis sur les amendes d'ordre et les pénalités encourues. De plus, le Code de procédure pénale suisse s'applique.

- l'arrêté concernant le tarif des analyses effectuées au Laboratoire cantonal du 18 janvier 1978 (RS/VS 817.104) :

La facturation de ces émoluments est réglée par l'article 12 de la loi cantonale concernant l'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaire et les objets usuels (RS/VS 817.1).

- la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux du 16 novembre 1988 (RS/VS 823.33) et

- le règlement d'exécution de la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux du 29 novembre 1989 (RS/VS 823.330) :

Cette loi et ce règlement se basent sur la loi fédérale sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux, qui a été abrogée au 1^{er} janvier 2016.

- l'arrêté concernant la participation de l'Etat à l'aide des coopératives de cautionnement des arts et métiers aux artisans et commerçants du 23 décembre 1950 (RS/VS 930.106) :

Le soutien étatique à l'activité de cautionnement du Centre de Cautionnement et de Financement (CCF) est ancré dans la loi sur la politique économique cantonale (RS/VS 900.1).

L'abrogation des deux lois relève de la compétence du Grand Conseil, alors que celle des deux arrêtés, des quatre règlements, de la décision et de la convention incombe au Conseil d'Etat.

Le groupe de travail a par conséquent préparé :

- un message et deux projets de lois relatifs à l'abrogation de la loi d'exécution de la loi fédérale sur le registre des bateaux du 19 novembre 1924 (RS 747.1) et de la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux du 16 novembre 1988 (RS 823.33) ;
- un projet de règlement du Conseil d'Etat abrogeant les huit actes normatifs mentionnés ci-dessus relevant de sa compétence ;
- un projet de DCE qui prend connaissance du rapport du groupe de travail et adopte le message, les projets de lois et le règlement.

Philipp Spörri

Chancelier d'Etat, président du groupe de travail

ANNEXE - Analyse par le groupe de travail du recueil systématique en lien avec le postulat n°6.026 « Supprimer les lois superflues » du député Aaron Pfammatter

Légende :



= actes normatifs à abroger selon l'analyse du groupe de travail
 = actes législatifs mentionnés par le postulant comme étant à abroger

| RECUEIL SYSTEMATIQUE | DPT | A ABROGER | COMMENTAIRE |
|--|------|-----------|--|
| 1 - Etat, peuple, autorités | | | |
| 10 - Constitution | | | |
| 101.1 - Constitution du canton du Valais (Cst. cant.) | PRES | NON | |
| 11 - Éléments fondamentaux | | | |
| 111.010 - Loi concernant la mise en œuvre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération, le canton et les communes | PRES | NON | |
| 111.1 - Loi sur le sceau de la République | PRES | NON | |
| 111.21 - Accord de Karlsruhe sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organisme publics locaux (Accord de Karlsruhe) | PRES | NON | |
| 112.1 - Loi concernant les prestations à faire par la ville de Sion comme chef-lieu du canton | DMTE | NON | L'opportunité de supprimer cette loi de 1882 a été examinée. Son préambule se base sur la Constitution de 1875. Il semblerait qu'elle ait été remplacée par l'article 27 de la Constitution de 1907 (Sion est déterminé comme chef-lieu et doit être le siège du Tribunal cantonal, du Grand Conseil et du Conseil d'Etat). Pour la répartition des charges (mise à disposition des locaux et prise en charge des frais de fonctionnement), s'agissant du Tribunal cantonal notamment, le règlement fixant la contribution des communes aux frais d'installation et de fonctionnement des tribunaux et des offices du Ministère public (173.105), lors de RPT II, a réparti ces questions entre la commune et le canton. Pour le Grand Conseil, en revanche, les modalités de sa mise à disposition par la commune de Sion, reposent encore sur cette base légale. |
| 14 - Droit de cité. Etablissement. Séjour | | | |
| 141.1 - Loi sur le droit de cité valaisan | DSIS | NON | |
| 141.100 - Règlement concernant l'exécution de la loi sur le droit de cité valaisan | DSIS | NON | |
| 142.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers (LALÉtr) | DSIS | NON | |
| 142.100 - Ordonnance de la loi d'application de la loi fédérale sur les étrangers (OLALÉtr) | DSIS | NON | |
| 142.104 - Règlement fixant les taxes de police des étrangers et leur mode de répartition entre l'Etat et les communes | DSIS | NON | |
| 142.3 - Loi sur l'hébergement collectif des personnes relevant du droit d'asile | DSSC | NON | |
| 142.400 - Ordonnance d'exécution de la loi d'application de la loi fédérale sur les mesures de contrainte en matière de droit des étrangers (OLALMC) | DSIS | NON | |
| 143.102 - Arrêté concernant la carte de légitimation pour le retrait de billets d'indigène | DSIS | NON | |
| 143.300 - Ordonnance d'application sur les documents d'identité | DSIS | NON | |
| 15 - Droits fondamentaux | | | |
| 151.1 - Loi concernant l'application du principe d'égalité entre femmes et hommes | DSSC | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|--|
| 151.100 - Règlement fixant les tâches et compétences de l'Office cantonal de l'égalité et de la famille et du Conseil de l'égalité et de la famille | DSSC | NON | |
| 16 - Droits politiques | | | |
| 160.1 - Loi sur les droits politiques (LcDP) | DSIS | NON | |
| 160.102 - Ordonnance sur le vote par correspondance | DSIS | NON | |
| 160.3 - Loi d'application de la loi fédérale sur les droits politiques (LALDP) | DSIS | NON | |
| 160.5 - Loi sur les incompatibilités | DSIS | NON | |
| 160.500 - Ordonnance sur les incompatibilités | DSIS | NON | |
| 17 - Autorités | | | |
| 170 - Responsabilité, information, compétences | | | |
| 170.1 - Loi sur la responsabilité des collectivités publiques et de leurs agents | DFE | NON | |
| 170.2 - Loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (LIPDA) | PRES | NON | |
| 170.200 - Décision concernant le fonctionnement de l'autorité de surveillance en matière de protection des données et de transparence | PRES | NON | |
| 170.202 - Règlement d'exécution de la loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (RELIPDA) | PRES | NON | |
| 170.3 - Loi sur les participations de l'Etat à des personnes morales et autres entités (LPartEt) | PRES | NON | |
| 170.30 - Règlement d'exécution et sur le controlling concernant les participations de l'Etat à des personnes morales et autres entités (RPartEt) | PRES | NON | |
| 170.5 - Règlement sur le Bulletin officiel (RBO) | PRES | NON | |
| 170.530 - Arrêté concernant les offices cantonaux de consultation des recueils officiels fédéraux | PRES | NON | |
| 170.7 - Loi sur l'organisation de la cour chargée de statuer sur les conflits de compétence entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire | DSIS | NON | |
| 171 - Grand Conseil | | | |
| 171.1 - Loi sur l'organisation des Conseils et les rapports entre les pouvoirs (LOCRP) | PRES | NON | |
| 171.100 - Règlement du Grand Conseil (RGC) | PRES | NON | |
| 171.2 - Convention relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation, CoParl) | PRES | NON | |
| 172 - Conseil d'Etat et administration | | | |
| 172.010 - Ordonnance sur les attributions de la présidence et des départements | PRES | NON | |
| 172.011 - Règlement sur le Conseil d'Etat | PRES | NON | |
| 172.050 - Règlement sur l'organisation de l'Administration cantonale | PRES | NON | |
| 172.12 - Loi concernant les traitements des magistrats de l'ordre exécutif | DSIS | NON | |
| 172.13 - Loi sur la prévoyance professionnelle des magistrats | DSIS | NON | |
| 172.130 - Ordonnance sur la prévoyance professionnelle des magistrats | DSIS | NON | |
| 172.132 - Règlement concernant le régime de pensions des magistrats | DSIS | NON | |
| 172.15 - Loi sur l'organisation et les attributions des conseils de districts | DSIS | NON | Bien que l'institution ne soit plus très utilisée, la Constitution cantonale en fait état. Il n'est donc pas possible de la supprimer à ce stade. Il convient d'attendre les travaux de la constituante. |
| 172.16 - Loi sur les attributions des préfets | DSIS | NON | |
| 172.2 - Loi sur le personnel de l'Etat du Valais (LcPers) | DFE | NON | |
| 172.200 - Ordonnance sur le personnel de l'Etat du Valais (OcPers) | DFE | NON | |
| 172.211 - Règlement sur le temps de travail dans l'administration cantonale | DFE | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|---|
| 172.212 - Règlement régissant l'organisation et la gestion de la sécurité et de la protection de la santé au travail pour le personnel de l'Etat du Valais | DFE | NON | |
| 172.216 - Règlement sur les personnes en formation professionnelle initiale de l'Administration cantonale | DFE | NON | |
| 172.218 - Règlement fixant les indemnités et honoraires servis dans le domaine agricole | DFE | NON | |
| 172.220 - Règlement sur la formation continue pour le personnel de l'Administration cantonale (Règlement sur la formation) | DFE | NON | |
| 172.230 - Ordonnance concernant la reconnaissance de la fidélité, de la formation de base et les départs à la retraite | DFE | NON | |
| 172.240 - Règlement sur la politique de gestion des conflits et de la violence au travail | DFE | NON | |
| 172.4 - Loi fixant le traitement des employés de l'Etat du Valais | DFE | NON | |
| 172.410 - Ordonnance concernant le traitement des employés de l'Etat du Valais | DFE | NON | |
| 172.415 - Règlement d'exécution concernant l'introduction et l'application du treizième salaire | DFE | OUI | Ce règlement concernait surtout l'introduction du 13ème salaire. Seuls deux articles restent utiles (art. 4 et 5), mais ils se déduisent clairement de la loi. Ce règlement peut donc être abrogé. |
| 172.431 - Règlement sur les indemnités de déplacements | DFE | NON | |
| 172.432 - Règlement fixant les indemnités diverses et de déplacement à verser au personnel ouvrier et aux cantonniers du Service de la mobilité | DFE | NON | |
| 172.433 - Arrêté sur les indemnités de commissions | DFE | NON | |
| 172.5 - Loi régissant les institutions étatiques de prévoyance | DFE | NON | |
| 172.510 - Règlement concernant l'assemblée des délégués de CPVAL | DFE | NON | |
| 172.520 - Décision concernant la détermination des taux de couverture initiaux de CPVAL et la constitution d'une réserve de fluctuations de valeur | DFE | OUI | Cette décision prévoit que « le comité de CPVAL est autorisé à constituer, avec effet au 1er janvier 2012, une réserve initiale de fluctuations de valeur ». La décision a autorisé CPVAL à faire cette réserve à ce moment-là. Cette décision ne sert plus à rien en 2018. La supprimer du recueil systématique n'a pas pour effet qu'elle n'aurait jamais existé et que la réserve de valeur constituée à l'époque serait illégale. La décision peut donc être abrogée. |
| 172.6 - Loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA) | DSIS | NON | |
| 172.61 - Loi supprimant une instance de recours administratif | DSIS | NON | Cette loi pourrait être modifiée, car elle fait référence à d'autres lois dont les libellés ont changé. Il n'est cependant pas possible de la supprimer. |
| 173 - Autorités judiciaires | | | |
| 173.1 - Loi sur l'organisation de la Justice (LOJ) | DSIS | NON | |
| 173.10 - Décision d'exécution de la loi d'organisation judiciaire | DSIS | NON | |
| 173.100 - Règlement d'organisation des tribunaux valaisans (ROT) | DSIS | NON | |
| 173.101 - Règlement du ministère public du canton du Valais | DSIS | NON | |
| 173.102 - Règlement sur l'archivage des dossiers judiciaires | DSIS | NON | |
| 173.104 - Règlement sur l'accréditation des journalistes auprès des tribunaux valaisans | DSIS | NON | |
| 173.105 - Règlement fixant la contribution des communes aux frais d'installation et de fonctionnement des tribunaux et des offices du ministère public | DMTE | NON | |
| 173.12 - Loi concernant le traitement des autorités judiciaires et des représentants du ministère public | DSIS | NON | |
| 173.122 - Règlement concernant la révision du concept salarial des greffiers | DSIS | NON | |
| 173.400 - Règlement régissant la procédure devant le Tribunal cantonal des assurances | DSIS | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|--|
| 173.8 - Loi fixant le tarif des frais et dépens devant les autorités judiciaires ou administratives (LTar) | DSIS | NON | |
| 175 - Communes et bourgeoisies | | | |
| 175.1 - Loi sur les communes (LCo) | DSIS | NON | |
| 175.100 - Ordonnance sur les fusions de communes (OFus) | DSIS | NON | |
| 175.101 - Loi sur la fusion des communes municipales et bourgeoisiales de Sion et des Agettes | DSIS | NON | |
| 175.2 - Loi sur les bourgeoisies | DSIS | NON | |
| 176 - Contrôle de l'habitant | | | |
| 176.1 - Loi sur le contrôle de l'habitant | DSIS | NON | |
| 176.2 - Loi sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes | DSIS | NON | |
| 176.200 - Ordonnance sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres de personnes | DSIS | NON | |
| 177 - Avocats | | | |
| 177.1 - Loi sur la profession d'avocat pratiquant la représentation en justice (Loi sur la profession d'avocat, LPAv) | DSIS | NON | |
| 177.101 - Règlement concernant la loi sur la profession d'avocat (RLPAv) | DSIS | NON | |
| 177.7 - Loi sur l'assistance judiciaire (LAJ) | DSIS | NON | |
| 177.700 - Ordonnance sur l'assistance judiciaire (OAJ) | DSIS | NON | |
| 178 - Notaires | | | |
| 178.1 - Loi sur le notariat (LN) | DSIS | NON | |
| 178.101 - Règlement concernant la loi sur le notariat (RLN) | DSIS | NON | |
| 178.104 - Règlement fixant le tarif des émoluments et des débours des notaires | DSIS | NON | |
| 18 - Eglises, Etat | | | |
| 180.1 - Loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat dans le canton du Valais (LREE) | DSIS | NON | |
| 180.100 - Règlement d'application de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat dans le canton du Valais | DSIS | NON | |
| 2 - Droit privé, Procédure civile | | | |
| 21 - Exécution du code civil | | | |
| 211.1 - Loi d'application du code civil suisse (LACC) | DSIS | NON | |
| 211.100 - Ordonnance générale d'exécution de la loi d'application du code civil suisse (OELACC) | DSIS | NON | |
| 211.130 - Ordonnance sur l'état civil | DSIS | NON | |
| 211.15 - Loi d'application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré (LALPart) | DSIS | NON | |
| 211.250 - Ordonnance sur la protection de l'enfant et de l'adulte (OPEA) | DSIS | NON | |
| 211.41 - Loi réglant l'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LALFAIE) | DFE | NON | |
| 211.410 - Règlement sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (RAIE) | DFE | NON | |
| 211.412 - Loi concernant l'application du droit foncier rural (LALDFR) | DEF | NON | |
| 211.6 - Loi sur la mensuration officielle | DFE | NON | |
| 211.600 - Ordonnance sur la mensuration officielle (OcMO) | DFE | NON | |
| 211.605 - Ordonnance sur l'information géographique | DFE | NON | |
| 211.610 - Ordonnance concernant l'introduction du registre foncier dans le canton du Valais | DFE | NON | |
| 211.611 - Ordonnance cantonale sur le registre foncier (OcRF) | DFE | NON | |
| 211.612 - Ordonnance sur la tenue du registre foncier informatisé | DFE | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|--|
| 211.613 - Arrêté relatif à la propriété par étages | DFE | NON | Une analyse semble faisable pour voir si une suppression/intégration dans une autre base légale paraît opportune (par exemple adaptation et intégration dans l'ordonnance 211.611). En l'état actuel, l'arrêté ne peut pas être simplement supprimé. |
| 211.7 - Loi d'application de loi fédérale sur la géoinformation (LcGéo) | DFE | NON | |
| 22 - Exécution du code des obligations | | | |
| 221.21 - Loi d'application de la loi fédérale sur le crédit à la consommation | DSIS | NON | |
| 221.210 - Ordonnance concernant l'octroi d'un crédit à la consommation et le courtage en crédit | DSIS | NON | |
| 221.214 - Arrêté fixant les indemnités dues aux membres de la Commission de conciliation en matière de bail à loyer | DSIS | NON | |
| 221.400 - Arrêté fixant l'organisation des offices du registre du commerce, le statut et le traitement de leurs agents | DSIS | NON | |
| 27 - Procédure civile | | | |
| 270.1 - Loi d'application du code de procédure civile suisse (LACPC) | DSIS | NON | |
| 271.100 - Règlement concernant l'assistance financière en médiation civile | DSIS | NON | |
| 28 - Poursuite pour dettes et faillite | | | |
| 281.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LALP) | DSSC | NON | |
| 281.100 - Ordonnance d'application de la législation sur la poursuite pour dettes et la faillite (OALP) | DSSC | NON | |
| 281.9 - Concordat sur l'entraide judiciaire pour l'exécution des prétentions de droit public | DSSC | NON | |
| 3 - Procédure pénale, exécution | | | |
| 31 - Procédure pénale, exécution | | | |
| 311.1 - Loi d'application du code pénal (LACP) | DSIS | NON | |
| 311.200 - Ordonnance générale d'exécution de la loi d'application du code pénal (OELACP) | DSIS | NON | |
| 311.210 - Ordonnance sur l'exécution des confiscations (OLEC) | DSIS | NON | |
| 311.300 - Règlement concernant l'utilisation d'un fonds de soutien en faveur des personnes détenues | DSIS | NON | |
| 312.0 - Loi d'application du code de procédure pénale suisse (LACPP) | DSIS | NON | |
| 312.1 - Loi concernant les dossiers de police judiciaire (LDPoJ) | DSIS | NON | |
| 312.100 - Règlement d'exécution de la loi concernant les dossiers de police judiciaire (RELDPoJ) | DSIS | NON | |
| 312.5 - Loi d'application de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LALAVI) | DSIS | NON | |
| 314.1 - Loi d'application de la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (LADPMin) | DSIS | NON | |
| 314.2 - Loi d'application de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (LAPPMIn) | DSIS | NON | |
| 34 - Exécution des peines | | | |
| 340.100 - Ordonnance sur les droits et les devoirs de la personne détenue | DSIS | NON | |
| 340.104 - Ordonnance concernant l'organisation, les droits et devoirs du personnel du service de l'application des peines et mesures | DSIS | NON | |
| 343.3 - Concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins (Concordat latin sur la détention pénale des adultes) | DSIS | NON | |
| 343.300 - Règlement concernant l'octroi d'autorisations de sortie aux personnes condamnées adultes et jeunes adultes | DSIS | NON | |
| 343.301 - Règlement concernant la Fondation latine Projets pilotes - Addictions | DSIS | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|--|
| 343.310 - Règlement concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal | DSIS | NON | |
| 343.320 - Règlement sur l'exécution des peines sous la forme du travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG) | DSIS | NON | |
| 343.330 - Règlement sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention) | DSIS | NON | |
| 343.340 - Ordonnance sur la surveillance électronique | DSIS | NON | |
| 343.340-1 - Règlement sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique | DSIS | NON | |
| 343.4 - Concordat sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin) (Concordat latin sur la détention pénale des mineurs) | DSIS | NON | |
| 343.400 - Règlement concernant l'octroi d'autorisations de sortie aux personnes condamnées mineures | DSIS | NON | |
| 343.401 - Règlement sur le droit disciplinaire applicable aux personnes détenues pénalement ou placées dans des établissements fermés pour mineurs | DSIS | NON | |
| 36 - Coordination de la police | | | |
| 362.1 - Convention entre la Confédération et les cantons relative à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen et de Dublin | DSIS | NON | |
| 4 - Ecole - Science - Culture | | | |
| 40 - Dispositions générales | | | |
| 400.050 - Règlement concernant le compte de financement spécial Centrale cantonale des moyens d'enseignement | DEF | NON | |
| 400.1 - Loi sur l'instruction publique (LIP) | DEF | NON | |
| 400.100 - Règlement concernant l'octroi de subventions diverses en vertu de la loi sur l'instruction publique | DEF | NON | |
| 400.102 - Règlement concernant l'éducation physique à l'école | DEF | NON | |
| 400.103 - Arrêté concernant l'éducation routière à l'école | DEF | NON | |
| 400.105 - Règlement concernant l'apposition de signatures et de sceaux officiels sur des diplômes ou documents similaires émanant d'institutions privées | DEF | NON | |
| 400.106 - Règlement concernant la reconnaissance d'une école secondaire privée | DEF | NON | |
| 400.107 - Règlement concernant l'inspection des écoles de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré | DEF | NON | |
| 400.109 - Règlement concernant le Conseil de l'instruction publique | DEF | NON | |
| 400.120 - Règlement concernant les modalités de prise en charge des frais de déplacement en transport public pour les apprentis et étudiants du secondaire du deuxième degré général | DEF | NON | |
| 400.2 - Loi sur le personnel de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel (LPSO) | DEF | NON | |
| 400.20 - Ordonnance sur le personnel de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel (OPSO) | DEF | NON | |
| 400.200 - Règlement fixant les normes et directives concernant les constructions scolaires | DEF | NON | |
| 400.9 - Concordat sur la coordination scolaire | DEF | NON | |
| 400.90 - Loi sur la coordination scolaire | DEF | NON | |
| 405.1 - Loi sur la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées | DEF | NON | |
| 405.100 - Règlement concernant la contribution des communes au traitement du personnel de la scolarité obligatoire et aux charges d'exploitation des institutions spécialisées | DEF | NON | |

| | | | |
|--|-----|-----|--|
| 405.20 - Ordonnance concernant la direction des écoles de la scolarité obligatoire | DEF | NON | |
| 405.3 - Loi sur le traitement du personnel de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel (LTSO) | DEF | NON | |
| 405.30 - Ordonnance concernant le traitement du personnel de la scolarité obligatoire et de l'enseignement secondaire du deuxième degré général et professionnel (OTSO) | DEF | NON | |
| 41 - Scolarité | | | |
| 411 - Scolarité obligatoire | | | |
| 411.0 - Loi sur l'enseignement primaire (LEP) | DEF | NON | |
| 411.001 - Ordonnance concernant la loi sur l'enseignement primaire (OLEP) | DEF | NON | |
| 411.100 - Ordonnance fixant le statut de la commission scolaire | DEF | NON | |
| 411.101 - Règlement concernant les congés et les mesures disciplinaires applicables dans les limites de la scolarité obligatoire | DEF | NON | |
| 411.102 - Règlement fixant l'organisation et les attributions de la commission cantonale de l'enseignement secondaire | DEF | NON | |
| 411.106 - Ordonnance relative à l'évaluation du travail des élèves à l'école obligatoire | DEF | NON | |
| 411.108 - Arrêté relatif à l'enseignement à temps partiel dans les écoles primaires du canton du Valais | DEF | NON | |
| 411.2 - Loi sur le cycle d'orientation (LCO) | DEF | NON | |
| 411.200 - Ordonnance concernant les structures suprarégionales du cycle d'orientation | DEF | NON | |
| 411.3 - Loi sur l'enseignement spécialisé (LES) | DEF | NON | |
| 411.300 - Ordonnance concernant la loi sur l'enseignement spécialisé (OLES) | DEF | NON | |
| 411.35 - Accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée | DEF | NON | |
| 411.350 - Arrêté concernant la limitation provisoire de la reconnaissance par le Service cantonal de la jeunesse de nouveaux prestataires pour fournir des mesures pédo-thérapeutiques en logopédie envers des enfants et des jeunes de la naissance à l'âge de 20 ans révolus | DEF | NON | |
| 411.354 - Arrêté définissant la liste des organes spécialisés reconnus par l'Office de l'enseignement spécialisé pour la procédure d'évaluation standardisée dans le cadre de l'octroi de mesures scolaires d'enseignement spécialisé | DEF | NON | |
| 411.4 - Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (Concordat HarmoS) | DEF | NON | |
| 411.5 - Convention scolaire romande | DEF | NON | |
| 412 - Formation professionnelle | | | |
| 412.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle (LALFPr) | DEF | NON | |
| 412.100 - Ordonnance concernant la loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle (OLALFPr) | DEF | NON | |
| 412.101 - Ordonnance concernant le statut et le traitement des maîtres professionnels des cours interentreprises organisés dans les écoles professionnelles cantonales | DEF | NON | |
| 412.102 - Arrêté sur les indemnités des commissaires de branche et des experts aux procédures de qualification | DEF | NON | |
| 412.103 - Ordonnance sur l'orientation scolaire, professionnelle et de carrière | DEF | NON | |
| 412.106 - Ordonnance sur l'organisation de la maturité professionnelle | DEF | NON | |
| 412.107 - Arrêté concernant les émoluments et les taxes et contributions à charge des participants à une formation continue | DEF | NON | |

| | | | |
|---|-----|-----|---|
| 412.112 - Règlement concernant la formation de chef d'équipe installateur sanitaire ou ferblantier | DEF | OUI | Ce règlement peut être abrogé. Il n'est plus d'actualité, car l'association faïtière (suissetec suisse) gère cette formation. L'association valaisanne utilise le règlement édité par l'association faïtière. |
| 412.113 - Règlement concernant la formation de chef d'équipe peintre en bâtiments | DEF | OUI | Ce règlement peut être abrogé. L'association valaisanne (AVMPP) ne donne plus ce genre de cours et le contenu du règlement n'est plus à jour. C'est la Fédération suisse romande des entreprises de plâtrerie-peinture (FREPP) qui l'organise pour toute la Romandie, en collaboration avec la SMGV/ASEPP (homologues suisses allemands) pour la Suisse allemande et le Tessin. |
| 412.309 - Ordonnance concernant le fonctionnement des écoles cantonales du secondaire du deuxième degré professionnel | DEF | NON | |
| 412.310 - Ordonnance concernant l'organisation et les directions des écoles cantonales du secondaire du deuxième degré professionnel | DEF | NON | |
| 412.5 - Loi sur le fonds cantonal en faveur de la formation professionnelle (LFFP) | DEF | NON | |
| 412.500 - Règlement d'exécution de la loi sur le fonds cantonal en faveur de la formation professionnelle | DEF | NON | |
| 412.550 - Règlement concernant le compte de financement spécial "Formation professionnelle" | DEF | NON | |
| 412.6 - Accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale (Accord sur les écoles professionnelles, AEPr) | DEF | NON | |
| 413 - Ecole 2ème degré | | | |
| 413.10 - Loi fixant la contribution des communes du siège des collèges et établissements cantonaux | DEF | NON | |
| 413.100 - Règlement général concernant les établissements de l'enseignement secondaire du deuxième degré | DEF | NON | |
| 413.101 - Ordonnance concernant les directions des écoles cantonales du degré secondaire II général | DEF | NON | |
| 413.105 - Règlement de la maturité spécialisée orientation pédagogie du canton du Valais | DEF | NON | |
| 413.106 - Règlement de l'école des métiers du commerce | DEF | NON | |
| 413.108 - Règlement de l'école de culture générale | DEF | NON | |
| 413.109 - Règlement des écoles préprofessionnelles du canton du Valais | DEF | NON | |
| 413.110 - Règlement concernant les études gymnasiales et les examens de maturité | DEF | NON | |
| 413.111 - Règlement de la maturité spécialisée option "social" du canton du Valais | DEF | NON | |
| 413.112 - Règlement concernant les voyages d'études pour les écoles du secondaire II général (RVE) | DEF | NON | |
| 413.113 - Règlement relatif à l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle ou d'un certificat de maturité spécialisée reconnu au niveau suisse d'être admis aux hautes écoles universitaires | DEF | NON | |
| 413.114 - Arrêté fixant les finances d'inscription aux examens de maturité et de diplôme commercial | DEF | NON | |
| 413.115 - Règlement de la maturité spécialisée orientation santé du canton du Valais | DEF | NON | |
| 413.116 - Règlement de l'école de culture générale filière arts de la scène théâtre et de la maturité spécialisée artistique orientation arts de la scène théâtre du canton du Valais | DEF | NON | |
| 413.21 - Accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études | DEF | NON | |
| 413.210 - Ordonnance concernant les titres et diplômes pour l'enseignement dans les écoles de l'enseignement secondaire du degré I et du degré II général (OTES) | DEF | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|--|
| 414 - Formation supérieure | | | |
| 414.1 - Accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES) | DEF | NON | |
| 414.2 - Accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (Concordat sur les hautes écoles) | DEF | NON | |
| 414.3 - Accord intercantonal universitaire | DEF | NON | |
| 414.30 - Accord intercantonal sur les écoles supérieures (AESS) | DEF | NON | |
| 414.300 - Règlement d'études concernant les filières école supérieure (ES) du social Valais | DEF | NON | |
| 414.310 - Arrêté concernant les taxes et contributions à charge des étudiants des filières école supérieure (ES) du social Valais | DEF | NON | |
| 414.320 - Arrêté concernant les taxes et contributions à charge des étudiants de la filière école supérieure (ES) en soins infirmiers de langue allemande sur le site de Viège | DEF | NON | |
| 414.7 - Convention intercantonale sur la Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) | DEF | NON | |
| 414.70 - Loi sur la Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis | DEF | NON | |
| 414.701 - Ordonnance concernant le statut du personnel de la Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis | DEF | NON | |
| 414.702 - Ordonnance concernant le traitement du personnel de la Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale Valais/Wallis | DEF | NON | |
| 414.703 - Ordonnance concernant la gestion et le contrôle financier et des prestations de la HES-SO Valais/Wallis | DEF | NON | |
| 414.71 - Accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées à partir de 2005 (AHES) | DEF | NON | |
| 414.720 - Règlement des modules complémentaires santé | DEF | NON | |
| 414.733 - Règlement concernant la valorisation et l'exploitation des résultats acquis par la recherche de la HES-Valais et de la HEVs2 | DEF | NON | |
| 414.734 - Arrêté concernant les taxes d'études perçues auprès des étudiants des filières bachelor HES-SO valaisannes | DEF | NON | |
| 414.75 - Convention intercantonale relative au contrôle parlementaire sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) | DEF | NON | |
| 415 - Sport | | | |
| 415.1 - Loi sur le sport | DSIS | NON | |
| 415.100 - Ordonnance sur le sport | DSIS | NON | |
| 415.2 - Loi réglant l'octroi de subventions cantonales pour la construction et l'agrandissement d'aménagements destinés à la gymnastique et au sport | DSIS | NON | |
| 415.200 - Règlement d'exécution de la loi réglant l'octroi de subventions cantonales pour la construction et l'agrandissement d'aménagements destinés à la gymnastique et au sport | DSIS | NON | |
| 416 - Aides à la formation | | | |
| 416.1 - Loi sur les allocations de formation (LAF) | DEF | NON | |
| 416.100 - Ordonnance sur les allocations de formation (bourses et prêts d'études) (OAF) | DEF | NON | |
| 417 - Degré tertiaire et formation continue | | | |
| 417.03 - Loi fixant le traitement du personnel des écoles de formation professionnelle supérieure | DEF | NON | |
| 417.030 - Ordonnance concernant le traitement du personnel des écoles de formation professionnelle supérieure en Valais | DEF | NON | |
| 417.10 - Loi fixant la localisation des écoles cantonales du degré tertiaire et la contribution des communes sièges | DEF | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|---|
| 417.100 - Règlement sur les contributions des communes sièges pour les écoles cantonales du degré tertiaire et les institutions de formation et de recherche de niveau tertiaire | DEF | NON | |
| 417.4 - Loi sur la formation continue des adultes (LFCA) | DEF | NON | |
| 417.400 - Arrêté concernant les modalités financières pour l'obtention d'un titre de la formation professionnelle initiale pour adultes | DEF | NON | |
| 417.401 - Règlement sur les reconnaissances et soutiens en matière de formation continue des adultes | DEF | NON | |
| 417.403 - Règlement concernant la reconnaissance institutionnelle et la validation d'acquis | DEF | NON | |
| 417.405 - Règlement concernant l'octroi d'aides financières dans le cadre du processus de validation des acquis | DEF | NON | |
| 419 - Haute école pédagogique | | | |
| 419.1 - Loi concernant la Haute école pédagogique du Valais (LHEP) | DEF | NON | |
| 419.101 - Ordonnance concernant l'admission et la formation initiale à la Haute école pédagogique (OHEP) | DEF | NON | |
| 419.102 - Ordonnance concernant le statut du personnel de la Haute école pédagogique du Valais | DEF | NON | |
| 419.103 - Règlement concernant le statut du personnel de la Haute école pédagogique | DEF | NON | |
| 419.105 - Règlement concernant le plan d'études cadres de la formation initiale de la Haute école pédagogique du Valais | DEF | NON | |
| 419.106 - Règlement général concernant les formations complémentaires | DEF | NON | |
| 419.107 - Ordonnance concernant la formation professionnelle des enseignants de l'enseignement secondaire du degré I et du degré II général (OFPES) | DEF | NON | |
| 419.108 - Règlement d'études des filières à temps partiel pour l'enseignement dans les écoles du secondaire du degré I et du degré II général (écoles de maturité) de la Haute école pédagogique du Valais | DEF | NON | |
| 419.109 - Règlement sur la rétribution des intervenants par la Haute école pédagogique du Valais | DEF | NON | |
| 42 - Recherche | | | |
| 420.1 - Loi sur la formation et la recherche universitaires (LFRU) | DEF | NON | |
| 420.100 - Règlement portant application de la loi sur la formation et la recherche universitaires | DEF | NON | |
| 420.102 - Ordonnance relative aux filières de formations universitaires | DEF | NON | |
| 44 - Culture | | | |
| 440.1 - Loi sur la promotion de la culture (LPrC) | DSSC | NON | |
| 440.100 - Règlement sur la promotion de la culture (RPrC) | DSSC | NON | |
| 440.101 - Règlement sur les écoles de musique | DSSC | NON | |
| 440.102 - Règlement concernant les archives des organismes de l'Etat | DSSC | NON | cf 440.103 ci-dessous |
| 440.103 - Arrêté concernant la réorganisation des archives communales et bourgeoises | DSSC | NON | En vigueur depuis le 17 juin 1922, cet arrêté pourra être supprimé moyennant la reprise de son article 8 alinéa 1 dans une base légale existante (par exemple LIPDA ou RÈLIPDA). Pourra également être intégrée à ces réflexions l'abrogation du Règlement concernant les archives des organismes de l'Etat du 17 novembre 1982 (440.102), dont de nombreux extraits sont également repris dans la LIPDA, le RÈLIPDA et le Guide de gestion des documents pour l'Administration cantonale. En l'état actuel, ces deux arrêtés ne peuvent pas être simplement abrogés. |

| | | | |
|--|------|-----|---|
| 440.2 - Convention entre l'Etat du Valais et le vénérable chapitre de la cathédrale de Sion, concernant l'entretien de Valère | DMTE | OUI | En vigueur depuis le 24 mai 1891, cette convention peut être abrogée. Elle a en effet été remplacée depuis par une convention conclue en 1985, avec un avenant en 2007. |
| 45 - Nature et paysage | | | |
| 451.1 - Loi sur la protection de la nature, du paysage et des sites (LcPN) | DMTE | NON | |
| 451.100 - Ordonnance sur la protection de la nature, du paysage et des sites (OcPN) | DMTE | NON | |
| 451.102 - Ordonnance sur l'octroi de contributions à l'exploitation agricole du sol pour des prestations en faveur de la nature et du paysage | DMTE | NON | |
| 451.111 - Décision concernant la protection de la forêt d'Aletsch, commune de Riederalp | DMTE | NON | |
| 451.112 - Décision concernant la protection de la région du Märjelensee | DMTE | NON | |
| 451.113 - Décision concernant la protection de Géronde, de Plantzette, de l'Ancien-Sierre et de Rawyre | DMTE | NON | |
| 451.114 - Décision concernant la protection de la forêt et du site de Derborence | DMTE | NON | |
| 451.115 - Décision concernant la protection du site de la colline de Rarogne | DMTE | NON | |
| 451.116 - Décision concernant la protection du site de la chapelle de Bettmeralp | DMTE | NON | |
| 451.117 - Décision concernant la protection du site paléontologique du Vieux-Emosson | DMTE | NON | |
| 451.118 - Décision concernant la protection de la vallée de la Borgne | DMTE | NON | |
| 451.119 - Décision concernant la protection du site de Mont-d'Orge | DMTE | NON | |
| 451.120 - Décision concernant la protection du site de Finges à Sierre, Salquenen, Varone et Loèche | DMTE | NON | |
| 451.121 - Décision concernant la protection du site "Achera Biela", communes de Ried-Brigue et Termen | DMTE | NON | |
| 451.313 - Décision concernant la protection de l'adonis du printemps sur le territoire de la commune de Tourtemagne | DMTE | NON | |
| 451.314 - Décision concernant la protection des anémones souffrées et alpines et des gentianes de toutes espèces dans la région désignée ci-après, sur territoire des communes de Lens, Chermignon, Montana, Randogne et Icoigne | DMTE | NON | |
| 451.315 - Décision concernant la protection de la tulipe de Grengiols "Tulipa grengiolensis" à Grengiols | DMTE | NON | |
| 451.320 - Décision concernant la protection des marais de Poutafontanaz | DMTE | NON | |
| 451.321 - Décision concernant la protection du site du lac de Morgins, sur territoire de la commune de Troistorrens | DMTE | NON | |
| 451.322 - Décision concernant la protection du bas-marais et du site de reproduction de batraciens d'Ardon et de Chamason | DMTE | NON | |
| 451.323 - Décision concernant la protection du marais des Rigoles à Vionnaz | DMTE | NON | |
| 451.324 - Décision concernant la protection des marais de "Moosalpe" à Törbel | DMTE | NON | |
| 451.325 - Décision concernant la protection du haut-marais "La Maraîche de Plex" à Collonges | DMTE | NON | |
| 451.326 - Décision concernant la protection de la zone alluviale "Sand" à Oberwald | DMTE | NON | |
| 451.327 - Décision concernant la protection des marais de "Bärfel", "Triest", "Blasestafel" et "Mutterseewji", commune d'Oberwald | DMTE | NON | |
| 451.328 - Décision concernant la protection du haut-marais Simplon-Hopschusee et de ses alentours | DMTE | NON | |
| 451.329 - Décision concernant la protection du haut-marais "Flesch" à Goppisberg | DMTE | NON | |
| 451.330 - Décision concernant la protection des zones alluviales "Zeiterbode" à Biel et Selkingen et "Matte" à Gluringen et Reckingen | DMTE | NON | |
| 451.331 - Décision concernant la protection du marais de "Mutt" à Rarogne | DMTE | NON | |
| 451.332 - Décision concernant la protection du marais de Champex à Orsières | DMTE | NON | |

| | | | |
|---|------|-----|--|
| 451.333 - Décision concernant la protection de la zone alluviale d'importance nationale "Grund", communes de Ried-Brigue et Brigue-Glis | DMTE | NON | |
| 451.334 - Décision concernant la protection de la zone alluviale "Bilderne", communes de Mörel et Filet | DMTE | NON | |
| 451.335 - Décision concernant la protection des quatre zones alluviales d'importance nationale et des marges glaciaires de Jegi et Langgletscher de la vallée de Lötschen | DMTE | NON | |
| 451.336 - Décision concernant la protection des marais "La Gouille Verte", commune de Martigny-Combe | DMTE | NON | |
| 451.337 - Décision concernant la protection de la zone alluviale de "Gletschboden" et de la marge glaciaire du glacier du Rhône à Oberwald | DMTE | NON | |
| 451.339 - Décision concernant la protection du bas-marais "Zwisched Bäch" à Obergesteln | DMTE | NON | |
| 451.340 - Décision concernant la protection du site marécageux "Albrun", du bas-marais "Oxefeld" et du bas-marais "Blatt" à Binn | DMTE | NON | |
| 451.341 - Décision concernant la protection du site des Epines à Conthey | DMTE | NON | |
| 451.342 - Décision concernant la protection des biotopes de compensation Cleuson-Dixence sur le territoire de la commune de Nendaz, première série | DMTE | NON | |
| 451.343 - Décision concernant la protection du biotope humide de Brigerbad, commune de Brig-Glis | DMTE | NON | |
| 451.344 - Décision concernant la protection du bas-marais "L'Echereuse" à Champéry | DMTE | NON | |
| 451.345 - Décision concernant la protection du marais "Les Moilles", commune de Troistorrens | DMTE | NON | |
| 451.346 - Décision concernant la protection des bas-marais d'importance nationale "Champoussin" et "Bochasse" et du bas-marais d'importance cantonale "Les Champeys", communes de Val-d'Illyez et Troistorrens | DMTE | NON | |
| 451.347 - Décision concernant la protection du bas-marais "Les Esserts" à Verbier, commune de Bagnes | DMTE | NON | |
| 451.348 - Décision concernant la protection des zones alluviales d'importance nationale "Lotrey", "Pramousse - Satarma", "La Borgne en amont d'Arolla", "Salay" et "Ferpècle", commune d'Evolène | DMTE | NON | |
| 451.349 - Décision concernant la protection des bas-marais d'importance cantonale Culet, Madzé, commune de Troistorrens; Délifrête, Sur Crête, Lac Vert, commune de Val-d'Illyez; Planachaux, Le Pisa-Ripaille, commune de Champéry | DMTE | NON | |
| 451.350 - Décision concernant la protection du haut-marais d'importance nationale Barne; commune de Champéry | DMTE | NON | |
| 451.351 - Décision, concernant la protection des biotopes de compensation Cleuson-Dixence sur les territoires des communes d'Hérémece et de Nendaz deuxième série | DMTE | NON | |
| 451.352 - Décision concernant la protection du site marécageux val de Réchy et son bas-marais Ar du Tsan, commune de Mont-Noble | DMTE | NON | |
| 452.100 - Décision concernant la protection des papillons dans les vallées de Laggin | DMTE | NON | |
| 452.102 - Arrêté concernant le ramassage des escargots | DMTE | NON | |
| 455.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur la protection des animaux (LALPA) | DMTE | NON | |
| 5 - Sécurité | | | |
| 50 - Catastrophes, affaires militaires | | | |
| 501.1 - Loi sur la protection de la population et la gestion des situations particulières et extraordinaires (LPPEX) | DSIS | NON | |
| 501.100 - Ordonnance sur la protection de la population et la gestion des situations particulières et extraordinaires (OPPEX) | DSIS | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|--|
| 502.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions (LALArm) | DSIS | NON | |
| 503.100 - Ordonnance sur la police des tirs, les installations de tir et les autorités compétentes pour prononcer les sanctions disciplinaires | DSIS | NON | |
| 504.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire (LALAAM) | DSIS | NON | |
| 52 - Protection civile | | | |
| 520.1 - Loi sur la protection civile (LPCi) | DSIS | NON | |
| 520.100 - Ordonnance d'exécution de la loi sur la protection civile (OPCi) | DSIS | NON | |
| 520.101 - Règlement concernant l'administration durant le service de protection civile aux niveaux communal et cantonal | DSIS | NON | |
| 520.110 - Arrêté fixant le montant des contributions de remplacement et de rachat pour les abris de la protection civile | DSIS | NON | |
| 520.120 - Arrêté fixant les frais et émoluments perçus par le Service de la sécurité civile et militaire | DSIS | NON | |
| 520.200 - Ordonnance sur le fonds cantonal des contributions de remplacement en faveur des constructions de protection civile | DSIS | NON | |
| 520.3 - Loi d'application de la loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé | DSIS | NON | |
| 520.300 - Arrêté désignant les biens culturels d'importance nationale (A) et régionale (B), en application de la loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé | DSIS | NON | |
| 53 - Economie de guerre | | | |
| 531.110 - Arrêté concernant l'organisation de l'économie de guerre sur le plan cantonal | DEF | NON | Cet arrêté fait référence à une loi fédérale abrogée, mais qui a été remplacée. Il en règle l'application et doit par conséquent rester en vigueur. Il ne sera donc pas abrogé, mais un "toiletage" est prévu. |
| 54 - Protection contre les incendies | | | |
| 540.1 - Loi sur la protection contre l'incendie et les éléments naturels (LPIEN) | DSIS | NON | |
| 540.100 - Règlement organisant l'exécution du service de protection contre l'incendie et les éléments naturels (RPIEN) | DSIS | NON | |
| 540.101 - Ordonnance concernant l'entretien, le nettoyage et le contrôle des installations recevant du feu ou des fumées | DSIS | NON | |
| 540.102 - Ordonnance concernant les mesures préventives contre les incendies | DSIS | NON | |
| 55 - Police cantonale | | | |
| 550.1 - Loi sur la police cantonale (LPol) | DSIS | NON | |
| 550.100 - Ordonnance de la loi sur la police cantonale (OPol) | DSIS | NON | |
| 550.101 - Ordonnance sur l'usage des moyens de contrainte par la police cantonale (OLUC) | DSIS | NON | |
| 550.102 - Ordonnance sur les mesures de vidéo et d'audio-surveillance par la police cantonale (OVidPol) | DSIS | NON | |
| 550.103 - Règlement concernant la création d'un fonds financier pour le financement des tâches confidentielles d'enquête de police | DSIS | NON | |
| 550.110 - Ordonnance concernant le traitement, les frais et indemnités des membres du corps de la police cantonale (OTraPol) | DSIS | NON | |
| 550.2 - Concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande | DSIS | NON | |
| 550.3 - Concordat sur les entreprises de sécurité | DSIS | NON | |
| 550.300 - Règlement sur les entreprises de sécurité | DSIS | NON | |
| 550.4 - Accord (respectivement concordat) intercantonal de la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (Concordat ViCLAS) | DSIS | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|---|
| 550.5 - Concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives | DSIS | NON | |
| 550.500 - Règlement d'application du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives | DSIS | NON | |
| 550.6 - Loi sur les violences domestiques (LVD) | DSSC | NON | |
| 550.600 - Ordonnance sur les violences domestiques (OVD) | DSSC | NON | |
| 6 - Finances et impôts | | | |
| 61 - Gestion financière | | | |
| 611.1 - Loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton (LGCAF) | DFE | NON | |
| 611.100 - Ordonnance concernant la gestion financière (OGF) | DFE | NON | |
| 611.101 - Ordonnance concernant la délégation de compétences financières du Conseil d'Etat aux départements et aux services | DFE | NON | |
| 611.102 - Ordonnance sur la gestion financière des communes (OGFCo) | DFE | NON | |
| 611.103 - Règlement concernant la représentation de l'Etat devant les tribunaux | DFE | NON | |
| 611.104 - Ordonnance concernant les procédures d'encaissement et de recouvrement | DFE | NON | |
| 611.105 - Ordonnance sur le controlling des finances, du personnel et des prestations | DFE | NON | |
| 611.5 - Accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (Accord-cadre, ACI) | DFE | NON | |
| 612.1 - Loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement | DFE | NON | |
| 612.5 - Loi concernant le financement des grands projets d'infrastructures du 21e siècle | DFE | NON | |
| 612.500 - Décret créant un fonds pour le financement du projet de la 3e correction du Rhône | DFE | NON | |
| 613.1 - Loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI) | DFE | NON | |
| 613.100 - Ordonnance sur la péréquation financière intercommunale (OPFI) | DFE | NON | |
| 614.100 - Règlement concernant l'Inspection cantonale des finances | DFE | NON | |
| 616.1 - Loi sur les subventions | DFE | NON | |
| 616.100 - Ordonnance sur les subventions | DFE | NON | |
| 62 - Banque cantonale | | | |
| 620.1 - Loi sur la Banque cantonale du Valais (LBCVs) | DFE | NON | |
| 620.3 - Concordat intercantonal réprimant les abus en matière d'intérêt conventionnel | DFE | NON | |
| 620.310 - Arrêté désignant l'autorité cantonale unique chargée de statuer comme juge du sursis bancaire, comme juge de la faillite bancaire et comme autorité concordataire pour le concordat bancaire | DFE | NON | |
| 64 - Impôts | | | |
| 641.5 - Loi sur l'imposition des véhicules automobiles | DFE | NON | |
| 641.52 - Loi sur l'imposition des bateaux | DFE | NON | |
| 642.034 - Accord entre le Conseil fédéral suisse et le gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers | DFE | NON | |
| 642.1 - Loi fiscale (LF) | DFE | NON | |
| 642.100 - Règlement d'application de la loi fiscale (RALF) | DFE | NON | |
| 642.101 - Règlement d'organisation et de fonctionnement de la Commission cantonale de recours en matière fiscale | DFE | NON | La commission de recours en matière fiscale étant en cours de révision par une commission extraparlamentaire, ces deux éléments restent en suspens en attendant la fin des travaux de la commission et les décisions y relatives. |
| 642.102 - Arrêté fixant les indemnités dues aux membres de la Commission cantonale de recours en matière d'impôt | DFE | NON | |
| 642.103 - Arrêté fixant les indemnités dues aux membres de la Commission cantonale d'impôts des personnes morales et de la Commission cantonale d'impôts des personnes physiques | DFE | NON | |

| | | | |
|---|------|-----|---|
| 642.104 - Arrêté fixant les émoluments du Service cantonal des contributions | DFE | NON | |
| 642.105 - Arrêté relatif à l'impôt à forfait | DFE | NON | |
| 642.106 - Arrêté relatif à la perception des impôts cantonaux et communaux par acomptes | DFE | NON | |
| 642.107 - Arrêté fixant la part des frais administratifs mis à la charge du débiteur dans le cadre de la procédure d'encaissement | DFE | NON | |
| 642.108 - Ordonnance sur la communication aux autorités fiscales des transferts de propriété immobilière | DFE | NON | |
| 642.109 - Arrêté fixant les indemnités aux membres de la Commission cantonale des taxes cadastrales et des experts industriels | DFE | NON | |
| 642.110 - Arrêté sur les frais et les investissements en matière d'économie d'énergie déductibles | DFE | NON | |
| 642.111 - Ordonnance concernant le dépôt de la déclaration d'impôt des personnes physiques par voie électronique sans signature | DFE | NON | |
| 642.200 - Ordonnance d'application de la loi fédérale sur l'impôt anticipé et de l'ordonnance fédérale relative à l'imputation forfaitaire d'impôt | DFE | NON | |
| 642.300 - Ordonnance concernant la fixation du caractère confiscatoire de l'impôt sur la fortune | DFE | NON | |
| 642.400 - Ordonnance sur l'impôt d'après la dépense | DFE | NON | |
| 642.500 - Ordonnance concernant la dation en paiement | DFE | NON | |
| 643.1 - Loi sur les droits de mutations (LDM) | DFE | NON | |
| 645.100 - Règlement concernant les taxes cadastrales | DFE | NON | |
| 645.102 - Règlement concernant les teneurs des registres d'impôts dans les communes | DFE | NON | Un projet de modification est en cours. |
| 645.104 - Arrêté fixant le tarif des émoluments en matière de registres d'impôts | DFE | NON | Un projet de modification est en cours. |
| 65 - Impôt sur les chiens, Impôt fédéral direct | | | |
| 652.100 - Règlement concernant la perception de l'impôt sur les chiens | DFE | NON | |
| 658.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LALIFD) | DFE | NON | |
| 66 - Taxe d'exemption de l'obligation de servir | | | |
| 660.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir (LALTEO) | DFE | NON | |
| 67 - Arrangements fiscaux | | | |
| 671.1 - Concordat entre les cantons de la Confédération suisse sur l'interdiction des arrangements fiscaux | DFE | NON | |
| 671.2 - Accord entre le Conseil fédéral suisse et le gouvernement de la République française concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés | DFE | NON | |
| 68 - Alcool | | | |
| 681.105 - Directive concernant l'attribution du Prix cantonal "dîme de l'alcool" de l'Etat du Valais | DFE | NON | |
| 69 - Sel | | | |
| 691.1 - Convention intercantonale sur la vente du sel en Suisse | DFE | NON | |
| 7 - Travaux, énergie, transports | | | |
| 70 - Aménagement, construction | | | |
| 701.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LcAT) | DMTE | NON | |
| 701.101 - Règlement concernant les mesures d'encouragement en matière d'aménagement du territoire | DMTE | NON | |
| 701.102 - Décision concernant l'adoption du concept cantonal de développement territorial | DMTE | NON | |
| 701.2 - Loi concernant le remembrement et la rectification de limites | DMTE | NON | |
| 701.201 - Règlement fixant le tarif des prestations cantonales en matière de remembrement parcellaire urbain | DMTE | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|--|
| 701.6 - Loi concernant la perception des contributions de propriétaires fonciers aux frais d'équipements et aux frais d'autres ouvrages publics (Loi sur les contributions des propriétaires fonciers) | DMTE | NON | |
| 702.101 - Décret d'application de la loi fédérale sur les résidences secondaires | DEF | NON | |
| 704.1 - Loi sur les itinéraires de mobilité de loisirs (LIML) | DMTE | NON | |
| 704.100 - Règlement sur les itinéraires de mobilité de loisirs (RIML) | DMTE | NON | |
| 705.1 - Loi sur les constructions (LC) | DMTE | NON | |
| 705.100 - Ordonnance sur les constructions (OC) | DMTE | NON | |
| 705.101 - Accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions (AIHC) | DMTE | NON | |
| 705.102 - Arrêté fixant les indemnités dues aux membres de la Commission cantonale des constructions | DMTE | NON | |
| 705.104 - Arrêté fixant les frais et émoluments applicables aux demandes d'autorisation de construire traitées par le secrétariat cantonal des constructions | DMTE | NON | |
| 705.105 - Arrêté fixant les frais et émoluments applicables aux demandes d'autorisation de construire traitées par la commission cantonale des constructions | DMTE | NON | |
| 71 - Expropriation | | | |
| 710.1 - Loi sur les expropriations (LcEx) | DSIS | NON | |
| 710.110 - Arrêté fixant les indemnités dues aux membres du collège d'experts en matière d'expropriation | DSIS | NON | |
| 710.200 - Arrêté concernant l'exécution de l'article 15 de la loi fédérale sur l'expropriation | DSIS | NON | |
| 72 - Travaux publics | | | |
| 721 - Police des eaux | | | |
| 721.1 - Loi sur l'aménagement des cours d'eau | DMTE | NON | |
| 721.100 - Ordonnance sur l'aménagement des cours d'eau | DMTE | NON | |
| 721.200 - Ordonnance relative à la détermination des espaces réservés aux eaux superficielles des grands cours d'eau | DMTE | NON | |
| 721.8 - Loi sur l'utilisation des forces hydrauliques (LcFH) | DFE | NON | |
| 721.800 - Règlement concernant l'exécution de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques (RELcFH) | DFE | NON | |
| 721.801 - Règlement concernant l'application de l'article 46 de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques (Règlement sur l'assurance RC) | DFE | NON | |
| 721.802 - Arrêté sur l'utilisation des bisses dérivant l'eau des rivières concessionnées | DFE | NON | |
| 721.805 - Arrêté sur les purges, vidanges de bassins et galeries de retenue et le curage des cours d'eau | DFE | NON | |
| 725 - Routes | | | |
| 725.1 - Loi sur les routes (LR) | DMTE | NON | |
| 725.100 - Décision concernant le déclassement et le classement de routes | DMTE | NON | |
| 725.101 - Décision concernant les critères d'établissement des priorités pour la construction, la correction et la réfection des routes et des voies publiques | DMTE | NON | |
| 725.105 - Règlement relatif à la fermeture hivernale des routes et chemins cantonaux | DMTE | NON | |
| 725.109 - Règlement sur les taxes perçues pour l'usage particulier du domaine public relatif aux voies publiques cantonales et au Léman | DMTE | NON | |
| 725.111 - Arrêté concernant l'aménagement de stations de distribution d'essence, de kiosques et d'étalages le long des voies publiques | DMTE | NON | |
| 726 - Marchés publics | | | |
| 726.1 - Loi concernant l'adhésion du canton du Valais à l'accord intercantonal sur les marchés publics (LcAIMP) | DEF | NON | |

| | | | |
|---|------|-----|--|
| 726.1-1 - Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) | DEF | NON | |
| 726.100 - Ordonnance sur les marchés publics | DEF | NON | |
| 726.101 - Ordonnance concernant la tenue de listes permanentes | DEF | NON | |
| 73 - Energie | | | |
| 730.1 - Loi sur l'énergie (LcEne) | DFE | NON | Aucun de ces actes ne peut être supprimé en bloc sans être remplacé, même s'ils peuvent contenir l'une ou l'autre disposition qui ne serait pas reprise lors d'une prochaine révision. |
| 730.100 - Ordonnance sur l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les constructions et les installations (OURE) | DFE | NON | |
| 730.101 - Ordonnance sur les mesures de promotion dans le domaine de l'énergie (OPromEn) | DFE | NON | |
| 730.102 - Arrêté concernant les conditions d'utilisation des eaux souterraines, des lacs et des cours d'eau à des fins thermo-énergétiques | DFE | NON | |
| 731.1 - Loi sur les Forces Motrices Valaisannes (LFMV) | DFE | NON | |
| 734.1 - Loi cantonale sur l'approvisionnement en électricité (LcApEI) | DFE | NON | |
| 74 - Transports | | | |
| 740 - Transports publics | | | |
| 740.1 - Loi sur les transports publics (LTP) | DMTE | NON | |
| 740.100 - Règlement concernant l'octroi d'autorisations cantonales pour le transport de voyageurs (RATV) | DMTE | NON | |
| 741 - Circulation routière | | | |
| 741.1 - Loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière (LALCR) | DSIS | NON | Une révision de cette loi est prévue. |
| 741.100 - Règlement concernant la signalisation routière et la publicité sur les routes | DSIS | NON | |
| 741.102 - Arrêté concernant le dépôt des plaques de contrôle des véhicules à moteur | DSIS | NON | |
| 741.104 - Règlement fixant le tarif des émoluments et des frais en matière d'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière | DSIS | NON | |
| 741.106 - Arrêté fixant le tarif des émoluments d'autorisations de manifestations sportives automobiles, motocyclistes, cyclistes et autres | DSIS | NON | |
| 741.108 - Arrêté concernant les restrictions à la circulation des véhicules à moteur sur certaines routes et chemins du canton | DSIS | NON | |
| 741.109 - Arrêté concernant les restrictions de la circulation des véhicules à moteur sur la route Täsch - Zermatt | DSIS | NON | |
| 741.110 - Règlement sur les pistes de karting, de motocross et autres pistes similaires | DSIS | NON | |
| 741.111 - Règlement sur l'utilisation des véhicules à chenilles | DSIS | NON | |
| 743 - Téléphériques et téléskis | | | |
| 743.2 - Concordat concernant les téléphériques et skilifts sans concession fédérale | DMTE | NON | |
| 743.20 - Ordonnance concernant la construction et l'exploitation de téléphériques et de téléskis sans concession fédérale | DMTE | NON | |
| 746 - Installations de transport par conduites | DMTE | NON | |
| 746.10 - Arrêté sur les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux | DMTE | NON | |

| | | | |
|---|------|-----|--|
| 747 - Navigation | | | |
| 747.1 - Loi d'exécution de la loi fédérale sur le registre des bateaux | DSIS | OUI | Le contenu de cette loi, basé sur les articles 62 et suivants de la loi fédérale de 1923, est dépassé aussi bien en ce qui concerne l'autorité compétente que la procédure pour les amendes d'ordre dont il est question. La loi fédérale sur le registre des bateaux de 1923 existe toujours, mais a été révisée depuis. La version actuelle de l'article 62 relatif aux amendes d'ordre ne nécessite plus de loi d'application pour désigner l'autorité compétente au niveau cantonal. Il stipule que « celui qui contrevient à l'obligation prévue aux articles 7, 10, 18, 19 et 20 de requérir l'immatriculation ou la radiation est passible d'une amende d'ordre de 10 à 1000 francs, infligée par l'autorité cantonale de surveillance ». L'article 2 désigne comme instances compétentes les autorités cantonales de surveillance du registre foncier. Les articles 62 à 65 sont suffisamment précis sur les amendes d'ordre et les pénalités encourues. De plus, le Code de procédure pénale suisse s'applique. |
| 747.2 - Loi d'application de la loi fédérale sur la navigation intérieure et de l'accord franco-suisse concernant la navigation sur le Léman | DSIS | NON | |
| 747.201 - Règlement concernant la navigation motorisée de plaisance sur les voies d'eau valaisannes | DSIS | NON | |
| 747.204 - Règlement fixant le tarif des émoluments et des frais en matière de navigation intérieure | DSIS | NON | |
| 748 - Aviation | | | |
| 748.100 - Règlement d'exécution de la loi fédérale sur la navigation aérienne | DMTE | NON | |
| 748.101 - Ordonnance sur la demande en mainlevée de la saisie conservatoire d'un aéronef | DMTE | NON | |
| 8 - Santé, sécurité sociale | | | |
| 80 - Gestion de la santé | | | |
| 800.001 - Ordonnance concernant le système d'échange d'information sanitaire (Ordonnance "Infomed") | DSSC | NON | |
| 800.1 - Loi sur la santé (LS) | DSSC | NON | |
| 800.10 - Loi sur les établissements et institutions sanitaires (LEIS) | DSSC | NON | |
| 800.100 - Ordonnance sur l'Hôpital du Valais | DSSC | NON | |
| 800.101 - Ordonnance sur la composition de l'Hôpital du Valais | DSSC | NON | |
| 800.102 - Ordonnance sur l'Ombudsman de la santé et des institutions sociales | DSSC | NON | |
| 800.103 - Règlement sur le Conseil de santé et d'éthique | DSSC | NON | |
| 800.104 - Arrêté sur les frais relatifs à l'application de la loi sur la santé | DSSC | NON | |
| 800.15 - Ordonnance sur les conditions salariales, sociales et de prévoyance professionnelle du personnel des institutions psychiatriques du Valais romand et du Centre valaisan de pneumologie (établissements sanitaires cantonaux) | DSSC | NON | |
| 800.16 - Ordonnance sur le transfert des infrastructures hospitalières | DSSC | NON | |
| 800.300 - Ordonnance sur la qualité des soins et la sécurité des patients | DSSC | NON | |
| 800.9 - Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée (CIMHS) | DSSC | NON | |
| 801.100 - Ordonnance sur la promotion de la santé et la prévention des maladies et des accidents | DSSC | NON | |
| 801.110 - Arrêté fixant le barème du droit spécial perçu pour la promotion de la santé et la prévention des maladies | DSSC | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|--|
| 801.120 - Ordonnance sur la santé scolaire | DSSC | NON | |
| 801.20 - Ordonnance concernant les structures de la santé mentale du canton du Valais | DSSC | NON | En vigueur depuis le 1er décembre 1996, l'ordonnance se base encore sur l'ancienne loi sur la santé de 1996, révisée en 2009, ce qui justifierait une modification, mais pas une suppression. |
| 805.1 - Loi sur les soins de longue durée (LSLD) | DSSC | NON | |
| 805.10 - Ordonnance sur la planification et le financement des soins de longue durée | DSSC | NON | |
| 805.100 - Arrêté fixant les coûts facturables et les contributions résiduelles des pouvoirs publics pour les établissements médico-sociaux, les lits d'attente hospitaliers, les structures des soins de jour, les infirmières et infirmiers indépendants et les organisations de soins à domicile | DSSC | NON | |
| 81 - Institutions sanitaires, secours, protection de l'environnement | | | |
| 810 - Institutions sanitaires, secours | | | |
| 810.10 - Ordonnance sur la planification sanitaire et le subventionnement des établissements et institutions sanitaires | DSSC | NON | |
| 810.12 - Ordonnance sur les autorisations d'exploiter un établissement ou une institution sanitaire | DSSC | NON | En vigueur depuis le 1er décembre 1996, l'ordonnance se base encore sur l'ancienne loi de la santé de 1996, révisée en 2009, ce qui justifierait une modification, mais pas une suppression. Plusieurs directives se basent sur cette ordonnance, qui est également mentionnée dans des décisions. |
| 810.13 - Ordonnance sur les hospitalisations hors canton | DSSC | NON | |
| 810.20 - Ordonnance sur la planification et le financement hospitaliers | DSSC | NON | |
| 810.40 - Ordonnance sur l'Observatoire valaisan de la santé | DSSC | NON | |
| 810.41 - Ordonnance sur la statistique sanitaire cantonale | DSSC | NON | |
| 810.8 - Loi sur l'organisation des secours sanitaires (LOSS) | DSSC | NON | |
| 810.800 - Ordonnance sur l'organisation des secours sanitaires | DSSC | NON | |
| 811 - Professions de la santé | | | |
| 811.100 - Ordonnance sur l'exercice des professions de la santé et leur surveillance | DSSC | NON | |
| 811.110 - Arrêté concernant les attributions des médecins de district | DSSC | NON | |
| 811.200 - Ordonnance sur les activités de santé publique déléguées par l'Etat | DSSC | NON | |
| 811.900 - Règlement de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) concernant les émoluments pour l'examen intercantonal des ostéopathes | DSSC | NON | |
| 812 - Produits thérapeutiques | | | |
| 812.10 - Ordonnance sur les addictions | DSSC | NON | |
| 812.200 - Ordonnance sur les produits thérapeutiques | DSSC | NON | |
| 813 - Produits chimiques, hôpital intercantonal, vétérinaire | | | |
| 813.10 - Loi d'application de la loi fédérale sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses (Loi sur les produits chimiques, LACHim) | DSSC | NON | |
| 813.2 - Convention intercantonale sur l'Hôpital Riviera-Chablais Vaud et Valais | DSSC | NON | |
| 813.200 - Règlement d'application de la Convention intercantonale sur l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais relatif à l'exploitation de l'établissement du 17 décembre 2008 | DSSC | NON | |
| 813.300 - Arrêté d'application de la Convention intercantonale sur l'Hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais relatif à la construction du site de Rennaz du 17 décembre 2008 | DSSC | NON | |
| 813.5 - Loi vétérinaire | DSSC | NON | |
| 814 - Protection de l'environnement | | | |
| 814.1 - Loi sur la protection de l'environnement (LcPE) | DMTE | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|---|
| 814.100 - Règlement d'application de l'ordonnance fédérale relative à l'étude de l'impact sur l'environnement (ROEIE) | DMTE | NON | |
| 814.101 - Arrêté concernant l'application de l'ordonnance fédérale sur la protection contre les accidents majeurs | DMTE | NON | |
| 814.102 - Arrêté sur les feux de déchets en plein air | DMTE | NON | |
| 814.103 - Arrêté sur le smog hivernal | DMTE | NON | |
| 814.104 - Arrêté fixant les frais pour les prestations en matière d'environnement et des eaux | DMTE | NON | |
| 814.105 - Règlement sur la gestion du fonds cantonal pour les investigations préalables des sites présumés pollués | DMTE | NON | |
| 814.106 - Arrêté sur le plan cantonal de mesures pour la protection de l'air | DMTE | NON | |
| 814.107 - Règlement sur la gestion du fonds cantonal pour les mesures d'exécution par substitution en matière de protection de l'environnement | DMTE | NON | |
| 814.200 - Règlement concernant la procédure relative à la délimitation des zones et périmètres de protection des eaux souterraines, ainsi que des secteurs de protection des eaux superficielles | DMTE | NON | |
| 814.201 - Arrêté concernant les périmètres de protection des eaux souterraines | DMTE | NON | |
| 814.206 - Arrêté concernant l'exploitation de gravières | DMTE | NON | |
| 814.3 - Loi cantonale sur la protection des eaux (LcEaux) | DMTE | NON | |
| 817 - Denrées alimentaires, eau potable | | | |
| 817.1 - Loi concernant l'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels | DSSC | NON | En vigueur depuis le 1er septembre 1996, la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels a été révisée au 1er janvier 2017, ce qui justifierait une modification, mais pas une suppression. |
| 817.101 - Ordonnance concernant les installations d'alimentation en eau potable | DSSC | NON | |
| 817.104 - Arrêté concernant le tarif des analyses effectuées au Laboratoire cantonal | DSSC | OUI | L'article 12 de la loi cantonale concernant l'application de la loi fédérale sur les denrées alimentaire et les objets usuels (817.1) règle la facturation des émoluments. ("Les émoluments sont facturés au tarif pour le contrôle des denrées alimentaires élaboré par l'Association des chimistes cantonaux suisses"). Cet arrêté de 1978 peut donc être abrogé. |
| 818 - Maladies, hygiène | | | |
| 818.100 - Ordonnance sur la lutte contre les maladies transmissibles | DSSC | NON | |
| 818.120 - Ordonnance sur la protection de la population contre la fumée passive et l'interdiction de la publicité pour le tabac | DSSC | NON | |
| 818.300 - Règlement relatif au contrôle sanitaire et de sécurité des installations de bains publics | DSSC | NON | L'arrêté concernant l'exploitation de saunas ou autres bains hygiéniques (818.301) de 1969, mentionné par l'auteur du postulat, a été abrogé en 2001 par le présent règlement relatif au contrôle sanitaire et de sécurité des installations de bain publics. La dernière révision de ce règlement est entrée en vigueur au 1er janvier 18. Il est en vigueur et ne doit pas être abrogé. |
| 818.400 - Ordonnance sur la constatation des décès et les interventions sur les cadavres humains | DSSC | NON | |
| 82 - Travail | | | |
| 822.1 - Loi cantonale sur le travail (LcTr) | DSSC | NON | |
| 822.100 - Ordonnance cantonale sur le travail (OcTr) | DSSC | NON | |

| | | | |
|---|------|-----|---|
| 822.103 - Arrêté fixant les indemnités dues aux membres du Tribunal du travail et de la Commission cantonale de conciliation pour les litiges relevant de la loi fédérale sur l'égalité | DSSC | NON | Cet arrêté est en vigueur depuis le 1er janvier 2011. Une analyse pourrait être menée pour déterminer si ces indemnités doivent être réglées dans un règlement spécial ou si elles pourraient être intégrées dans un autre acte. |
| 822.106 - Règlement sur l'octroi de permis professionnels pour les conducteurs de machines de chantier | DSSC | NON | |
| 822.2 - Loi sur le repos du dimanche et des jours de fête | DEF | NON | |
| 822.20 - Loi concernant l'ouverture des magasins | DEF | NON | |
| 822.200 - Règlement d'exécution de la loi sur le repos du dimanche et des jours de fête | DEF | NON | |
| 822.201 - Règlement concernant l'ouverture des magasins | DEF | NON | |
| 823.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir (LALDétLTN) | DSSC | NON | |
| 823.100 - Ordonnance de la loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir | DSSC | NON | |
| 823.33 - Loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux | DFE | OUI | En vigueur depuis le 1er janvier 1989, cette loi se base sur la loi fédérale sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux (RS 823.33), qui a été abrogée au 1er janvier 2016. Cette loi n'est donc plus nécessaire et peut être abrogée. |
| 823.330 - Règlement d'exécution de la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux | DFE | OUI | En vigueur depuis le 29 novembre 1989, ce règlement se base sur la loi fédérale sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux (RS 823.33), qui a été abrogée au 1er janvier 2016. Ce règlement n'est donc plus nécessaire et peut être abrogé. |
| 83 - Assurances sociales | | | |
| 831.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LALAVS) | DSSC | NON | |
| 831.103 - Règlement concernant la Caisse de compensation du canton du Valais et les agences locales AVS | DSSC | NON | |
| 831.2 - Loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance invalidité | DSSC | NON | |
| 831.3 - Loi d'application de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS/AI (LALPC) | DSSC | NON | |
| 831.300 - Règlement sur les prestations complémentaires à l'AVS/AI (RPC) | DSSC | NON | |
| 831.305 - Règlement relatif au remboursement des frais de maladie et des frais résultant de l'invalidité en matière de prestations complémentaires (RMPC) | DSSC | NON | |
| 831.4 - Concordat sur la création et l'exploitation de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale | DSSC | NON | |
| 832.001 - Ordonnance d'application sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire | DSSC | NON | |
| 832.1 - Loi sur l'assurance maladie | DSSC | NON | |
| 832.100 - Ordonnance désignant les autorités et les procédures en matière d'assurance maladie | DSSC | NON | |
| 832.101 - Ordonnance sur le fonds cantonal de secours en matière d'assurance-maladie | DSSC | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|---|
| 832.102 - Règlement concernant la composition et l'organisation du tribunal arbitral prévu à l'article 25 de la LAMA, ainsi que la procédure à suivre devant ce tribunal | DSSC | NON | Ce règlement est toujours pertinent, notamment quant à la composition de cette instance et son mode de fonctionnement. Même si cette disposition a été instituée par l'ancien article 25 LAMA, elle a été reprise par l'actuel article 89 LAMal, tant dans la lettre (v. Message du Conseil fédéral concernant la révision de l'assurance-maladie du 6 novembre 1991, FF 1992 I 77ss, 271) que dans l'esprit (v. Message précité, pp 189-190). Il n'est donc pas question de l'abolir. |
| 832.105 - Ordonnance concernant l'assurance-maladie obligatoire et les réductions individuelles des primes (OcRIP) | DSSC | NON | |
| 832.106 - Arrêté concernant l'affiliation obligatoire à l'assurance-maladie de certaines catégories d'étrangers | DSSC | NON | |
| 832.110 - Arrêté fixant la part cantonale pour les prestations hospitalières | DSSC | NON | |
| 832.310 - Arrêté concernant l'application des prescriptions fédérales relatives à l'inscription du poids sur les gros colis destinés à être transportés par bateau | DSSC | NON | Cet arrêté est en vigueur depuis le 18 juillet 1935. Il se base sur la « loi fédérale concernant l'indication du poids sur les gros colis destinés à être transportés par bateau » du 28 mars 1934. La loi fédérale prévoit que les colis ou autres objets pesant 1000 kg ou plus de poids brut, consignés dans les limites du territoire de la Confédération suisse et destinés à être transportés par mer ou voie navigable intérieure, doivent porter l'indication de leur poids brut en kilogrammes, marquée à l'extérieur de façon claire et durable. Les cantons sont chargés de veiller à l'exécution de cette loi. Une amende de 500 francs au plus est prévue si l'indication de poids manque. La poursuite et le jugement des infractions incombent aux cantons. Cette loi fédérale est toujours en vigueur. Il n'est donc pas possible de supprimer cet arrêté |
| 836 - Allocations familiales | | | |
| 836.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur les allocations familiales (LALAFam) | DSSC | NON | |
| 836.100 - Ordonnance cantonale sur les allocations familiales (OcAFam) | DSSC | NON | |
| 837 - Assurance-chômage | | | |
| 837.1 - Loi sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs (LEMC) | DEF | NON | |
| 837.100 - Règlement sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs (REMC) | DEF | NON | |
| 837.101 - Règlement fixant l'organisation et la gestion de la Caisse publique cantonale valaisanne de chômage | DEF | NON | |
| 837.107 - Règlement sur les émoluments en vertu de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services | DEF | NON | |
| 837.108 - Arrêté concernant la rémunération des participants aux programmes de qualification (PQF) prévus par la loi sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs (LEMC) | DEF | NON | |
| 837.109 - Arrêté concernant la participation du Fonds cantonal pour l'emploi et de l'employeur aux stages professionnels cantonaux prévus par la loi sur l'emploi et les mesures en faveur des chômeurs (LEMC) | DEF | NON | |
| 84 - Logement | | | |
| 841.1 - Loi sur le logement | DEF | NON | |
| 841.100 - Règlement d'exécution de la loi sur le logement | DEF | NON | |
| 841.102 - Arrêté fixant les limites de revenu et de fortune en matière d'aide au logement | DEF | NON | |
| 841.104 - Arrêté fixant les émoluments à percevoir en matière d'aide au logement | DEF | NON | |

| | | | |
|---|------|-----|--|
| 841.120 - Arrêté relatif à l'octroi de l'aide au logement | DEF | NON | |
| 85 - Assistance | | | |
| 850.1 - Loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS) | DSSC | NON | |
| 850.100 - Règlement d'exécution de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (RELIAS) | DSSC | NON | |
| 850.110 - Arrêté concernant la prise en charge des personnes relevant du domaine de l'asile dans le canton du Valais | DSSC | NON | |
| 850.2 - Loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle | DSSC | NON | |
| 850.200 - Règlement sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle | DSSC | NON | |
| 850.3 - Loi sur le recouvrement des pensions alimentaires et le versement d'avances | DSSC | NON | |
| 850.301 - Règlement d'application de la loi sur le recouvrement des pensions alimentaires et le versement d'avances | DSSC | NON | |
| 850.4 - Loi en faveur de la jeunesse (LJe) | DEF | NON | |
| 850.400 - Ordonnance sur les différentes structures en faveur de la jeunesse (OJe) | DEF | NON | |
| 850.402 - Règlement sur différentes structures en faveur de la jeunesse | DEF | NON | |
| 850.404 - Arrêté fixant les émoluments du Service cantonal de la jeunesse | DEF | NON | |
| 850.6 - Loi sur l'intégration des personnes handicapées | DSSC | NON | |
| 850.60 - Ordonnance concernant l'application de la loi sur l'intégration des personnes handicapées | DSSC | NON | |
| 850.600 - Règlement concernant l'octroi de subventions aux investissements en vertu de la loi sur l'intégration des personnes handicapées | DSSC | NON | |
| 850.601 - Arrêté sur les aides financières pour la suppression des barrières architecturales dans les constructions et installations existantes | DSSC | NON | |
| 850.610 - Ordonnance sur l'organisation et le fonctionnement de La Castalie | DSSC | NON | |
| 850.9 - Convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) | DSSC | NON | |
| 857.1 - Loi d'application de la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse | DSSC | NON | |
| 857.100 - Règlement de la législation fédérale et cantonale sur les centres de consultation en matière de grossesse | DSSC | NON | |
| 9 - Economie | | | |
| 90 - Développement économique | | | |
| 900.1 - Loi sur la politique économique cantonale (LPoIEco) | DEF | NON | |
| 900.101 - Ordonnance sur la politique économique cantonale (OPoIEco) | DEF | NON | |
| 900.150 - Ordonnance sur la création de la société de promotion du Valais | DEF | NON | |
| 901.1 - Loi sur la politique régionale | DEF | NON | |
| 901.100 - Ordonnance sur la loi sur la politique régionale | DEF | NON | |
| 91 - Agriculture | | | |
| 910.1 - Loi sur l'agriculture et le développement rural (Loi sur l'agriculture, LcAgr) | DEF | NON | |
| 910.100 - Ordonnance sur l'agriculture et le développement rural (OcAgr) | DEF | NON | |
| 910.103 - Règlement fixant le tarif des prestations cantonales en matière agricole (RTPMA) | DEF | NON | |
| 910.105 - Arrêté fixant les indemnités dues aux membres de la Commission cantonale de recours en matière agricole et de remaniements parcellaires | DEF | NON | |
| 916.120 - Décret sur le blocage-financement des vins du Valais | DEF | NON | |
| 916.142 - Ordonnance sur la vigne et le vin (OVV) | DEF | NON | |
| 916.148 - Ordonnance sur l'authenticité du matériel végétal viticole valaisan | DEF | NON | |
| 916.340 - Ordonnance portant exécution de la législation fédérale sur l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes | DEF | NON | |

| | | | |
|--|------|-----|--|
| 916.4 - Loi d'application de la loi fédérale sur les épizooties | DSSC | NON | |
| 916.400 - Ordonnance concernant l'élimination des sous-produits animaux | DSSC | NON | |
| 916.403 - Arrêté concernant les équipes d'intervention en cas d'épizootie hautement contagieuse | DSSC | NON | |
| 916.472 - Règlement fixant les frais et les indemnités dans le domaine vétérinaire | DSSC | NON | |
| 92 - Forêts | | | |
| 921 - Forêts | | | |
| 921.1 - Loi sur les forêts et les dangers naturels (LcFDN) | DMTE | NON | |
| 921.100 - Ordonnance sur les forêts et les dangers naturels | DMTE | NON | |
| 921.150 - Règlement concernant la fonction et les tâches du garde forestier | DMTE | NON | |
| 921.151 - Arrêté fixant le tarif des prestations du Service des forêts et du paysage en matière de direction des travaux | DMTE | NON | |
| 922 - Chasse | | | |
| 922.1 - Loi sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (Loi sur la chasse, LcChP) | DMTE | NON | |
| 922.100 - Règlement d'exécution de la loi sur la chasse | DMTE | NON | |
| 922.150 - Règlement sur l'administration et l'utilisation du fond cantonal relatif au financement des dommages causés par la faune sauvage | DMTE | NON | |
| 923 - Pêche | | | |
| 923.1 - Loi cantonale sur la pêche (LcSP) | DMTE | NON | |
| 923.100 - Ordonnance sur l'exercice de la pêche | DMTE | NON | |
| 923.150 - Règlement sur l'administration et l'utilisation du fonds piscicole | DMTE | NON | |
| 923.9 - Concordat sur la pêche dans le lac Léman | DMTE | NON | |
| 923.900 - Règlement d'exécution du concordat intercantonal sur la pêche dans le lac Léman | DMTE | NON | |
| 93 - Commerce | | | |
| 930.1 - Loi sur la police du commerce | DEF | NON | |
| 930.100 - Ordonnance concernant la loi sur la police du commerce | DEF | NON | |
| 930.106 - Arrêté concernant la participation de l'Etat à l'aide des coopératives de cautionnement des arts et métiers aux artisans et commerçants | DEF | OUI | Cet arrêté peut être supprimé. Le soutien étatique à l'activité de cautionnement du CCF est ancré dans la loi sur la politique économique. |
| 931.1 - Loi sur les mines et carrières | DMTE | NON | Cette loi est en cours de révision. |
| 932.1 - Loi sur la prostitution (LProst) | DSIS | NON | |
| 932.100 - Ordonnance sur la prostitution (OProst) | DSIS | NON | |
| 935.1 - Loi sur le tourisme | DEF | NON | |
| 935.100 - Ordonnance concernant la loi sur le tourisme | DEF | NON | |
| 935.101 - Ordonnance concernant une exonération de la taxe de séjour | DEF | NON | |
| 935.102 - Règlement sur le fonds cantonal pour le tourisme | DEF | NON | |
| 935.2 - Loi sur les guides de montagne et les organisateurs d'autres activités à risque (LGAR) | DEF | NON | |
| 935.200 - Ordonnance sur les guides de montagne et les organisateurs d'autres activités à risque (OGAR) | DEF | NON | |
| 935.3 - Loi sur l'hébergement, la restauration et le commerce de détail de boissons alcoolisées (LHR) | DEF | NON | |
| 935.300 - Ordonnance concernant la loi sur l'hébergement, la restauration et le commerce de détail de boissons alcoolisées | DEF | NON | |
| 935.304 - Arrêté fixant les finances des cours préparatoires facultatifs et de l'examen obligatoire dans le domaine de l'hébergement et de la restauration | DEF | NON | |

| | | | |
|---|------|-----|--|
| 935.5 - Loi concernant l'exécution de la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels | DEF | NON | |
| 935.500 - Règlement d'exécution de la loi concernant l'exécution de la loi fédérale sur les loteries et paris professionnels | DEF | NON | |
| 935.501 - Arrêté concernant l'organisation et l'exploitation des loteries | DEF | NON | |
| 935.505 - Ordonnance concernant l'attribution des bénéfices résultant des loteries | DEF | NON | |
| 935.506 - Règlement concernant l'attribution annuelle des bénéfices résultant de la Loterie romande au fonds de secours du Conseil d'Etat | DEF | NON | |
| 935.51 - Convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse | DEF | NON | |
| 935.52 - Loi d'application de la loi fédérale sur les jeux de hasard et les maison de jeu (LALMJ) | DEF | NON | |
| 935.520 - Ordonnance concernant la répartition de la part du produit des jeux résultant de l'exploitation des maisons de jeu | DEF | NON | |
| 935.700 - Règlement sur le Fonds du sport (RFdS) | DEF | NON | |
| 935.701 - Règlement concernant l'utilisation des fonds mis à disposition par la Loterie de la Suisse romande en vue de venir en aide aux victimes de dommages non assurables causés par les forces de la nature | DEF | NON | |
| 935.703 - Règlement fixant les modalités d'attribution d'aides financière du fonds du sport aux centres de sports à caractère national | DEF | NON | |
| 94 - Services | | | |
| 941.2 - Loi d'application de la loi fédérale sur la métrologie | DEF | NON | |
| 941.200 - Ordonnance concernant la loi d'application de la loi fédérale sur la métrologie | DEF | NON | |
| 941.4 - Ordonnance d'exécution de la loi fédérale et de l'ordonnance sur les substances explosibles | DSIS | NON | |
| 946.1 - Accord intercantonal sur l'élimination des entraves techniques au commerce (AIETC) | DSIS | NON | |
| 946.2 - Loi concernant la reconnaissance des formations professionnelles des ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne | DEF | NON | |

Règlement sur l'abrogation d'actes en application du postulat "Supprimer les lois superflues"

du 21.11.2018

Actes législatifs concernés par ce projet (RS numéros)

Nouveau: –

Modifié: –

Abrogé: 172.415 | 172.520 | 412.112 | 412.113 | 440.2 |
817.104 | 823.330 | 930.106

Le Conseil d'Etat du canton du Valais

vu la motion transformée en postulat n°6.026 du député Aron Pfammatter (CVPO) et cosignataires, intitulée "Supprimer les lois superflues";

vu le rapport du groupe de travail interdépartemental du 15 octobre 2018;

vu l'article 57 de la Constitution cantonale;

sur la proposition de la Présidence,

ordonne:

I.

Aucune modification principale.

II.

Aucune modification d'autres actes.

III.

1.

L'acte législatif intitulé Règlement d'exécution concernant l'introduction et l'application du treizième salaire du 22.08.1990¹⁾ (Etat 01.01.1990) est abrogé.

2.

L'acte législatif intitulé Décision concernant la détermination des taux de couverture initiaux de CPVAL et la constitution d'une réserve de fluctuations de valeur du 12.03.2014²⁾ (Etat 31.12.2013) est abrogé.

3.

L'acte législatif intitulé Règlement concernant la formation de chef d'équipe installateur sanitaire ou ferblantier du 28.09.2004³⁾ (Etat 01.07.2004) est abrogé.

4.

L'acte législatif intitulé Règlement concernant la formation de chef d'équipe peintre en bâtiments du 05.03.1997⁴⁾ (Etat 01.03.1997) est abrogé.

5.

L'acte législatif intitulé Convention entre l'Etat du Valais et le vénérable chapitre de la cathédrale de Sion, concernant l'entretien de Valère du 24.05.1891⁵⁾ (Etat 01.06.1891) est abrogé.

6.

L'acte législatif intitulé Arrêté concernant le tarif des analyses effectuées au Laboratoire cantonal du 18.01.1978⁶⁾ (Etat 02.03.1978) est abrogé.

¹⁾ RS [172.415](#)

²⁾ RS [172.520](#)

³⁾ RS [412.112](#)

⁴⁾ RS [412.113](#)

⁵⁾ RS [440.2](#)

⁶⁾ RS [817.104](#)

7.

L'acte législatif intitulé Règlement d'exécution de la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allégements fiscaux du 29.11.1989⁴⁾ (Etat 29.11.1989) est abrogé.

8.

L'acte législatif intitulé Arrêté concernant la participation de l'Etat à l'aide des coopératives de cautionnement des arts et métiers aux artisans et commerçants du 23.12.1950⁵⁾ (Etat 23.12.1950) est abrogé.

IV.

Le présent règlement entre en vigueur en même temps que les lois abrogeant la loi d'exécution de la loi fédérale sur le registre des bateaux et la loi sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allégements fiscaux.

Sion, le 21 novembre 2018

La Présidente du Conseil d'Etat: Esther Waeber-Kalbermatten
Le Chancelier d'Etat: Philipp Spörri

⁴⁾ [RS 823.330](#)

⁵⁾ [RS 930.106](#)